

La revue catholique des idées et des faits

UT SINI UNUM!

vendredi 4 juillet 1924

Sommaire :

Les allocations familiales Plus ça change et plus c'est la même chose	V. Fallon, S. J. Georges Legrand
Les traits caractéristiques de la dynastie des Romanov	Charles Saroléa
Où va l'Espagne ?	Giovanni Hoyois

Les idées et les faits : Chronique des idées : Au Grammaire-Club, J. Schyrgens.
— France. — Bulgarie, Omer Énglebert. — États-Unis. — Grèce.

La Semaine

* *L'Alsace va se soulever pour défendre sa foi. Les radicaux français — reniant les plus solennelles promesses — vont tenter ce que même les impérialistes prussiens n'ont jamais osé : décatoliser l'Alsace.*

Et on ne reculera pas devant les pires moyens. Et les catholiques encourront l'odieuse suspicion d'anti-patriotisme et de germanophilie. On les accusera de faire le jeu de Berlin. On les acculera au séparatisme ou à l'apostasie. Mais nos frères d'Alsace ont du cran, ils tiendront bon et nous parions pour eux !

‡ *La Nation Belge en a trouvé une bien bonne : le graduat est l'objet d'une « campagne démagogique » !... Démagogues, les défenseurs de la liberté de l'enseignement ! Démagogues, ceux qui démontrent péremptoirement que les arguments du ministre ne valent pas pour l'enseignement libre ! Démago-*

gues, les autorités religieuses qui trouvent la mesure projetée inutile et dangereuse !

O simplisme de l'ignorance !... Ce n'est pas aux rhétoriciens qu'il faudrait imposer un examen de maturité, mais à certains journalistes...

‡ *L'Allemagne veut bien que l'on contrôle ses armements, mais vite, et une fois pour toutes.*

Quant à l'esprit militariste et revancharde qu'entretiennent mille et une associations de tous genres, comment peut-on s'en effrayer ? Ne s'agit-il pas uniquement de culture physique et d'éducation civique ? La suppression du service militaire a causé Outre-Rhin, un tel relâchement général de la discipline qu'il a bien fallu recourir à la gymnastique.

Après tout, on a raison à Berlin de se payer la tête des Alliés, puisque ces Messieurs y consentent...

Bruxelles : 81, rue de l'Abbaye.
(Tél. : 451,70 ; Compte chèque-postal : 48.916)

Protonot

CHOCOLAT

D
U
C

CHOCOLAT



DU C ANVERS

LA

GRANDE

MARQUE

BELGE

Application générale de l'électricité

A. CORMOND

LUMIÈRE - FORCE MOTRICE

LUSTRIERIE - ABAT-JOUR

1, Rue de Gravelines, BRUXELLES

PARQUETERIE

DE LUXE ET ORDINAIRE

SYSTÈMES HYDROFUGES

sur Carreaux spéciaux et sur Béton

PARQUETS MASSIFS sur Gitages

Téléph. : 32194

PARQUETS TAPIS

USINE A VAPEUR

BUREAUX et ATELIERS : 9, Rue Saint-Hubert, 9
Rond Point de l'Avenue de Tervueren (Cinquantenaire)

DEPOSE

POCKET

RADIO

BREVETE

Appareil à Galène
de Poche

en vente dans les princi-
paux magasins de la ville

GROS :

45, Rue des Riches Claires
BRUXELLES

G. VERAART

DÉCORATION

PEINTURE DE BATIMENTS

25, PLACE VAN MEYEL ETTERBEEK
BRUXELLES

ENTREPRISE GÉNÉRALE

DE DÉCORATION INTÉRIEURE

LIBRAIRIE SAINT-LUC
MON LIELENS

R. VAN ESPEN-DUFLLOT SUCC.
26, rue de la Montagne, 26, BRUXELLES

MISSALE ROMANUM — BREVIARIUM ROMANUM
LIVRES LITURGIQUES — ASCÉTISME
Grand choix de livres de prières et de chapelets
IMAGERIE RELIGIEUSE — CACHETS DE 1^{re} COMMUNION
Typographie - Lithographie - Reliures

CARRELAGES

J. SWARTENBROECKX
6, Avenue de la Porte de Hal, 6
BRUXELLES

REVETEMENTS

Téléphone B 15911



Horlogerie Centrale
MAISON FONDÉE EN 1894
3, rue de Flandre, BRUXELLES
♦♦♦
MONTRES, PENDULES EN MARBRE
: : ET CUIVRE, RÉVEILS : :
Grand choix de régulateurs
à carillon « Westminster »
Atelier spécial pour réparations.
Travail soigné et garanti.

Banque de l'Arrondissement d'Anvers

SOCIÉTÉ ANONYME
SIÈGE SOCIAL :
Longue rue Neuve, 107-109, Anvers
SUCCURSALE :
Rue Théophile Roucourt, 2, Berchem-lez-Anvers
PRINCIPALES OPÉRATIONS

LE GLOBE. A. DE STAERCKE, 3, Avenue Louise, Bruxelles

VOYAGES DE NOCES, PARTICULIERS ET POUR GROUPES. — Organisation à forfait de 1^{er} ordre

: : AUTOS ET AUTOS CARS-SALONS : :
— CARROSSERIE UNIQUE —
pour mariages — cérémonies — excursions

||| HOTELS A LOURDES. — Retenez-les en nos
bureaux aux tarifs même des hôtels par le
GLOBE TICKET HOTEL : : : : :

A LA
VIERGE NOIRE
Bruxelles

Coin des rues Ste-Catherine et de la Vierge Noire

CHOIX INCOMPARABLE
DE

Vêtements pour Hommes et Enfants

COUPE IRREPROCHABLE

PRIX MODÉRÉS

Rayon spécial de Vêtements sur mesure
VÊTEMENTS DE TRAVAIL, COLLÈGES, PENSIONS,
ADMINISTRATIONS
LIVRÉES

Succursales à ANVERS, TOURNAI et CHARLEROI

Grand Cremant
du Château des Cheminières

Médailles d'Or, Grands Prix, etc. aux Expositions

*Provenant des cépages sélectionnés des meilleurs crus
de Champagne cultivés dans le vignoble des Cheminières*

Nouveau Prix-Courant

par suite de la baisse des Prix

La bouteille champenoise de 80 centilitres :
par caisse de 12 ou 25 bouteilles (au lieu de 7 fr. fr.) . fr. fr. 5,80
la demi-bouteille (au lieu de 4 fr. fr.) . fr. fr. 3,40
emballage compris.

(Demi-doux, demi-sec, Dry et Brut)

Seuls les simples droits de régie (0,14 fr. par bouteille), les frais de port, de douane, taxe de transmission belge sont à la charge du client.

S'adresser à M. Félix DOCHAIN, 245, Chaussée de Gilly,
à Couillet (Belgique);
soit à M. DOCHAIN-DEFER, Élysée Building, 56, Rue du
Faubourg St-Honoré, Paris;
ou 4, Rue d'Aguesseau, Paris.

NE PARTEZ PAS
EN VOYAGE
SANS UN
KODAK

DEMANDEZ NOTRE
CATALOGUE GRATUIT ET RENSEIGNEMENTS

KODAK LTD, } 88, Rue Neuve,
à Bruxelles.
15, Place de Meir,
à Anvers.



QUI
S'HABILLE BIEN

S'HABILLE CHEZ

Franç. Vanderlinden

17, rue des Cultes, 17

:-: BRUXELLES :-:

LE PORTE PLUME A RESERVOIR

"SWAN"

INDISPENSABLE A CELUI
QUI ECRIT FRÉQUEMMENT

CHAQUE "SWAN" EST GARANTI
EN VENTE PARTOUT

Fabricants : MABIE TODD & Co Ltd (Belgium) Société Anonyme
8-10, rue Neuve, Bruxelles

COMPTOIR D'OPTIQUE

FONDÉE EN 1885 **MAISON BLAISE** FONDÉE EN 1885

46 RUE DE LA PAIX 46
IXELLES-BRUXELLES

JUMELLES, BAROMÈTRES, LORGNETTES EN OR, ARGENT ET ÉCAILLE
INSTRUMENTS DE PRÉCISION

Outillage perfectionné pour le montage des Verres
LUNETTERIE FRANÇAISE ET AMÉRICAINÉ

EXÉCUTION RAPIDE ET SOIGNÉE DES ORDONNANCES DE MM LES OCULISTES

MÊME MAISON EN FACE AU 49
HORLOGERIE - BIJOUTERIE - ORFÈVRERIE

« ODEOLA »



EST UN ENSEMBLE
MERVEILLEUX QUI
RÉUNIT LES QUALITÉS
LES PLUS PRÉCIEUSES
AUX QUELLES ONT AI
PU ATTEINDRE EN
FAIT D'APPAREILS
PNEUMATIQUES.

IL EST INCOMPARA-
BLE PAR SA CON-
STRUCTION ET PAR
SON RENDEMENT AR-
TISTIQUE.

TÉL. : B. 8586

Magasins de Vente : 14, rue d'Arenberg, 14, Bruxelles

Les allocations familiales

Deux importants projets de loi vont être soumis à l'examen des Chambres.

Le premier vise l'insertion, dans les cahiers des charges des entreprises de l'État, d'une clause relative à l'allocation familiale. Le second fixera les bases du nouveau barème des traitements des magistrats.

Si le premier est adopté tel qu'il fut rédigé par ses auteurs ; si le second, dont on ne connaît pas encore les termes, prévoit pour les magistrats des allocations familiales sérieuses — des allocations qui répondent vraiment à leur destination et soient autre chose qu'une misérable aumône — un immense progrès aura été réalisé et nous pourrions entrevoir le jour où, en Belgique, la vie redeviendra viable pour les familles nombreuses.

* * *

Nous disons « *redeviendra* » viable, car aujourd'hui, hélas ! elle ne l'est pas.

Les chefs de famille nombreuse, qui ne jouissent pas d'une fortune personnelle, se trouvent dans l'impossibilité matérielle de nourrir et d'élever décemment leurs enfants.

Nous nous rendons compte de la gravité de cette déclaration. Nous ne l'écrivons pas à la légère. Nous parlons sans hyperbole. Nous exprimons le résultat d'observations consciencieuses, poursuivies depuis plusieurs années dans les milieux les plus divers.

* * *

Si quelqu'un avait un doute à cet égard, nous lui suggérons deux méthodes pour l'éclaircir.

Qu'il prenne un bout de papier et un crayon, et qu'il chiffre le budget des dépenses d'une famille de huit ou dix personnes. Qu'il distingue, pour plus d'exactitude, les milieux ouvriers, les milieux de la petite et de la moyenne bourgeoisie. Puis, qu'il mette, en face des budgets ainsi établis, les ressources dont les chefs de famille disposent pour y pourvoir.

Il constatera un déficit lamentable, portant non seulement sur le superflu, ou sur ce qui fait la sécurité et l'agrément de l'existence, mais même sur le strict nécessaire.

Que si l'on préfère une autre méthode plus sûre encore, qu'on interroge ceux qui savent. Des chefs de famille, des maîtresses de maison dont on aura contrôlé la sincérité, la prudence, la modération, le savoir-faire, l'habileté, l'activité toujours vaillante, répondront : Nous ne parvenons pas à nouer les deux bouts ; nous mangeons nos économies ; nous nous endettons ; nos bijoux sont au mont-de-piété ; nous sommes aux griffes des usuriers ; nous en revenons au régime de la guerre ; nos enfants n'ont plus de linge, nous leur supprimons un repas par jour et nous leur servons des *ersatz*...

* * *

Quand on veut prêter l'oreille, on entend à ce sujet des confidences navrantes, et l'on s'étonne de vivre dans un pays

et à une époque qui se targuent de leur démocratisme. Peut-on imaginer rien de plus anti-démocratique qu'un régime où, pour avoir des enfants, il faut au préalable avoir des rentes ?

On s'étonne de vivre à une époque et dans un pays où la prévoyance sociale s'est étendue à tous les domaines, excepté au plus essentiel, à savoir les moyens de subsistance de la famille !

Et pourtant, de la famille tout dépend : la santé physique et morale des populations, la force des armées, la prospérité des industries, la puissance d'expansion économique, commerciale, coloniale, le recrutement de toutes les activités, enfin cette intensité de vie et cette émulation d'où surgissent tous les progrès.

Or, nous ne cesserons de le répéter : dans les conditions économiques et sociales actuelles, la famille, — j'entends la famille au plein sens du mot, la famille qui ne se mutile pas, qui ne se stérilise pas, qui n'avorte pas — la famille est impossible.

Oh ! nulle loi ne la proscrit et l'opinion publique ne lui est pas hostile. Mais elle est condamnée bien plus sûrement par le jeu inconscient des pressions sociales. Lorsque la masse des adultes d'un pays se dérobe aux charges familiales, ceux qui, par exception, continuent à les porter, succombent sous le fardeau. Pourquoi ? Parce que, dans toute société, le niveau des besoins, le niveau des rétributions et le niveau des prix se proportionnent fatalement aux ressources et aux charges du plus grand nombre. Quand le plus grand nombre, quand la quasi-totalité, quand 80 à 90 % des adultes n'ont pas de charges de famille ou n'en ont que de légères, toute la manière de vivre de la population se règle en conséquence. Alors, les quelques-uns qui, sans disposer de ressources supplémentaires, ont à pourvoir à des charges trois, quatre et cinq fois plus lourdes, se voient dans l'impossibilité d'y suffire.

Étant données les mœurs et les conditions économiques actuelles, les enfants des familles nombreuses sont voués à être mal nourris, mal logés, mal vêtus, mal formés, mal soignés, mal outillés pour la vie. Ils sont destinés à devenir les parias de la société.

* * *

S'il en est ainsi, ne serait-ce pas un crime et une folie que de laisser aller les choses, sans opérer le redressement nécessaire ?

Gouverner, c'est prévoir. La première tâche d'un gouvernement digne de ce nom est d'assurer pour l'avenir la prospérité et la sécurité de la nation. Cette sécurité et cette prospérité reposent principalement sur les familles nombreuses, qui restent les grandes pourvoyeuses de toutes les forces vives du pays et dont le rôle devient d'autant plus indispensable qu'il n'est plus rempli que par quelques-uns.

Il faut donc leur faire un sort.

On ne peut d'ailleurs pas s'excuser, dans l'occurrence, sur la difficulté du remède à employer. Ce remède existe ; il est

connu ; il est éprouvé par l'expérience ; il est facile et peu onéreux.

Ce sont les allocations familiales. Chacun sait en quoi elles consistent et combien leur application est aisée.

Quant aux frais, ils sont minimes ; et la raison en est bien simple : puisque les familles nombreuses sont rares, les avantages qu'on leur consentira ne se multiplieront jamais que par un faible coefficient.

L'Administration des finances est occupée en ce moment à calculer le coût des traitements à établir d'après les nouveaux barèmes. Nous lui proposons ce qui suit :

Du total de la somme à payer pour l'ensemble des traitements, prenez 5 % (cinq pour cent) et convertissez-les en allocations familiales pour les familles qui comptent au moins quatre enfants. Cela vous suffira pour donner des allocations familiales sérieuses, des allocations qui, moyennant l'économie et la modération que les chefs de famille nombreuse ont appris à pratiquer, suffiront à leur rendre la vie supportable.

Ils ne vous en demandent pas plus.

* * *

Si la solution du problème est à ce prix, l'hésitation n'est pas possible.

Nous nous adressons aux célibataires et aux mariés sans enfants et nous leur demandons : Aurez-vous le cœur de refuser à vos collègues qui, outre les charges que vous connaissez, ont à porter de lourdes charges familiales, auxquelles, pour des motifs que nous n'avons pas à examiner, vous échappez ; aurez-vous le courage de leur refuser le léger appoint qui leur permettrait de vivre et de remplir un rôle social et patriotique dont vous retirerez, vous aussi, le bénéfice ?

Nous demandons au gouvernement : Pousserez-vous l'aveuglement et l'imprévoyance jusqu'à refuser à ceux qui prennent sur eux d'assurer le recrutement de vos armées, de vos administrations et de toutes les activités nationales, l'aide qu'ils méritent, et sans laquelle leur tâche devenue impossible sera définitivement désertée par la génération de demain ?

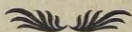
* * *

Le projet Carton de Wiart et consorts, — projet signé par des membres de tous les partis, — stimulera dans tout le pays le développement du système des allocations familiales et lui donnera une garantie de stabilité et de durée.

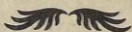
Le projet relatif aux traitements des magistrats doit être pour toute la nation un grand exemple : en fixant des taux d'allocations assez élevés pour les fonctionnaires de l'État, il ouvrira une voie qui bientôt sera universellement suivie.

Dans cette affaire d'intérêt national avant tout, c'est à l'État à orienter énergiquement le pays vers les solutions efficaces.

VAL. FALLON, S. J.



Prière à nos lecteurs de lire l'annonce de notre page 22 et de nous envoyer sans tarder leur souscription éventuelle, nos abonnés seront les premiers servis.



Plus ça change et plus c'est la même chose

« En présence des difficultés qui assiègent nos deux pays et le monde entier, nous sommes tombés d'accord pour conclure entre nous un *pacte moral* de collaboration continue. » Ainsi ont parlé, dans un communiqué à la presse, les deux premiers, anglais et français, à l'issue de l'entrevue de *Chequers*, après avoir annoncé à leurs concitoyens la réunion d'une conférence qui se tiendra à Londres en juillet et l'intention de se rendre ensemble à l'ouverture de l'assemblée de la Société des Nations en septembre.

En lisant ces lignes, nous ne pouvions nous empêcher d'évoquer le souvenir de Jaurès qui, à la veille du mois d'août 1914, mettait sa confiance dans la solidarité des camarades allemands, non que nous assimilions Allemands et Anglais, mais parce qu'alors comme aujourd'hui c'était bien dans un *pacte moral* que l'on croyait trouver des garanties de sécurité nationale.

La sécurité nationale, le maintien de la paix si chèrement payée, veut que la France soit armée et qu'elle monte la garde au Rhin ! Allons donc ! N'a-t-elle pas bien mieux dans l'amitié de l'Angleterre et les conférences de la Société des Nations ?

Et nous, Belges, sommes-nous disposés à recommencer l'expérience sanglante ? Écouterons-nous, comme nous l'avons fait il y a dix, quinze ou vingt ans, les naïfs qui avaient foi dans la parole donnée par le représentant de l'Allemagne et voyaient dans la neutralité de la Belgique internationalement sanctionnée la sauvegarde de son indépendance ?

Nous étions excusables en ce temps-là, nous que toute notre éducation, toute notre formation intellectuelle et morale contribuait à endormir dans une parfaite tranquillité ; la guerre c'était pour nous phénomènes d'époques barbares à jamais révolues. Le réveil fut soudain et terrible et cependant il semble que déjà nous soyons envahis d'un irrésistible besoin de repos. Ce penchant que Bainville note chez les Français, ne le constatons-nous pas autour de nous ? « L'agriculteur sur son sillon, écrit-il, l'artisan devant son établi, le vigneron dans sa vigne, demandent, comme en 1914, le repos et la tranquillité. Ils demandent à ne plus entendre parler de ce qui les tympanse depuis cinq ans » (1).

* * *

La presse française s'est émue et de nombreux journaux ont signalé le danger grave de la politique nouvelle.

La Liberté écrivait :

« M. von Hoersch, ambassadeur d'Allemagne à Paris, qui a eu un long entretien avec le chef du gouvernement français avant son départ pour Londres, est arrivé ce matin à Berlin. Et voici le programme des événements prochains, tels que la presse allemande les annonce.

Le gouvernement du Reich compte transmettre, dans quelques jours, à la Commission des réparations, les projets de lois exigées par celle-ci pour la mise en application du rapport des experts. On estime que, dans la première quinzaine de juillet, ces projets reviendront à Berlin avec l'approbation de la Commission des réparations et que, dans les derniers jours de juillet, ces projets seront devenus des lois régulièrement votées par le Parlement allemand. A la fin du mois prochain, l'Allemagne serait donc en règle vis-à-vis des Alliés.

Le gouvernement de Berlin prévoit que, dans les quinze jours qui suivront, c'est-à-dire avant le 15 août, la France aura exécuté les engagements qu'elle aurait pris, et qui, selon lui, seraient les suivants : évacuation de la Ruhr, y compris Dusseldorf, Duisbourg et Ruhrort ; remise aux autorités allemandes de l'administration totale de la rive gauche du Rhin, et restitution aux chemins de fer impériaux des voies exploitées par la régie franco-belge.

Si ces prévisions allemandes, qui émanent de milieux généralement très bien informés, se réalisent, nous serions livrés, du jour au lendemain, au péril d'une nouvelle guerre.

Qu'importe que l'Allemagne ait, une fois de plus, reconnu sa dette ?

(1) J. BAINVILLE, *Vers l'oubli*, dans « l'Action Française », 24 juin 1924.

Pour la payer, il ne lui restera plus qu'à jeter sa lourde épée dans la balance, en place de l'or qu'elle devra. »

Dans une note plus modérée, mais traduisant les mêmes appréhensions fondamentales, la *Croix* du 24 juin disait :

« Rien de définitif n'a été encore conclu entre eux évidemment. Mais ces prémisses sont telles qu'elles font prévoir les conclusions fatales. Il ne reste plus grand'chose de la politique de fermeté assumée par la plupart des ministères précédents. Tout est à la conciliation désormais. Nous en serions personnellement enchantés si l'histoire et les événements de ces dernières années ne montraient pas qu'il y a là une erreur psychologique peut-être funeste, en l'occurrence, si grave, puisqu'elle touche à l'avenir de la France. Ce qui fait en nous naître les craintes, c'est qu'il semble bien qu'à une politique d'indépendance garantissant, autant que possible dans un accord interallié, les droits de la France, le gouvernement actuel va substituer une politique d'entente absolue, sous l'égide de la Société des Nations. Or, la Société, si bon qu'en soit le principe, si fécondes qu'aient été quelques-unes de ses œuvres, s'est montrée inférieure à sa tâche lorsqu'il s'est agi de régler des conflits d'Etat à Etat. L'incident de Corfou n'est pas pour nous rassurer. Le fait que l'Angleterre y dispose, grâce à ses Dominions, de cinq voix contre une à la France, et que d'autres nations ne sont pas intéressées comme nous à maintenir l'Allemagne dans le cadre du traité, ne nous rassure pareillement pas davantage. En effet, quelles possibilités nous restera-t-il si la nation d'outre-Rhin veut échapper à ses obligations et accentuer ses menaces pour la faire rentrer dans le droit chemin ? Nous nous sommes placés sous la direction de l'Angleterre. Pourrions-nous échapper une fois de plus à son influence si elle s'avère désastreuse ? »

Inutile de dire que l'*Action Française* redouble ses cris d'alarme et qu'en des articles de mâle et sobre éloquence, Maurras montre la vérification redoutable par les faits de chaque jour des pronostics qu'il a formulés.

Hélas ! entre les lignes, on lit cette conviction que le mouvement fatal est déclenché et qu'on ne voit pas *présentement*, en France, de forces humaines qui soient capables de l'enrayer.

* * *

Quelle ironie ! Quelle énigme indéchiffrable pour ceux qui ne croient pas à la rédemption par le sacrifice et au jugement définitif, suivi de l'éternelle sanction, qui inaugurerait la grande paix du septième jour : *Cuncta stricte discussurus ?*

Il y a une vertu comique dans le contraste qui éclate ici entre la grandiloquence des déclarations et la médiocrité des actes de tous ces hommes d'Etat improvisés. Mais la chose terrible, c'est que la comédie ne fait que préparer la tragédie. On se rappelle alors le passage d'Hello, où le grand moraliste chrétien compare le génie tragique au génie comique.

« La conversation de deux hommes qui causeraient dans la nuit sans se connaître, ne sachant pas à qui ils ont affaire, se prenant pour d'autres, et se donnant des noms qui ne leur appartiennent pas, cette conversation pourrait être très comique.

« Supposons que nos deux interlocuteurs qui s'adorent ou se querellent dans la nuit, prennent au sérieux leur erreur, la prolongent et l'adoptent pour point de départ de leur vie. Il en résultera des catastrophes, parce qu'ils auront pensé, senti, agi, vécu, en vertu de choses qui n'existent pas » (1).

Nos parlementaires votent des ordres du jour de sympathie aux députés socialistes italiens, à l'occasion de la disparition violente d'un des leurs, sans même attendre que lumière soit faite par la justice sur cette mort mystérieuse. Au Sénat belge, un seul, l'ancien Ministre catholique Liebaert, a le courage de protester et de voter « non ». Le premier français va rendre visite au pacifiste Norman Angel, dont le spécieux ouvrage *La grande illusion* a obnubilé plus d'un cerveau.

Qu'ils feraient mieux, nos dirigeants, de lire quelque bon livre de politique expérimentale, de cette politique soucieuse des réalités dont on trouve les leçons — nous ne dirons pas dans *le Prince* de Machiavel — mais dans le *Testament* d'un Richelieu !

* * *

S'imaginer qu'une Société des Nations, aussi bien constituée qu'elle puisse l'être, empêchera toute guerre, c'est donner en plein dans l'auto-

(1) *L'homme* : le comique.

pie où ont versé les auteurs de projets de paix perpétuelle au XVIII^e siècle.

Croire que la Société des Nations, inspirée et organisée *comme elle l'est aujourd'hui*, rendra de grands services, c'est, pensons-nous, s'illusionner comme s'illusionnent ceux qui ont foi dans le parlementarisme, *tel qu'il est*, pour résoudre les difficultés intérieures au sein desquelles nous nous débattons.

Il fut un temps — nous le rappelions tantôt — où nous pritions autant si pas plus d'attention aux harangues du premier tribun venu qu'aux avertissements réitérés du Souverain qui devait être seul bien informé en matière internationale et qui avait mission spéciale de veiller à la défense militaire du pays, du Souverain en qui l'intérêt dynastique coïncide avec l'intérêt national, pour reprendre une de ces vérités traditionnelles retrouvées et mises en valeur par Maurras, souvent encore méconnues de nos jours.

Nous ne comprendrons jamais mieux qu'à la lumière des élections françaises du 11 mai, la différence radicale, l'âme qui existe entre une monarchie héréditaire servie par des ministres de son choix, assistée et contre-balancée au besoin par une représentation des corps constitués, et un gouvernement formé de politiques issus du suffrage universel, nés d'hier à la vie publique et destinés à rentrer demain dans la foule par l'effet d'un nouveau caprice du même corps électoral.

Poincaré adopte et soutient une ligne de conduite ; Poincaré tombe ; Herriot inaugure une ligne de conduite diamétralement opposée.

« Ce qui est fini est bien fini, écrit Bainville. M. Poincaré a tenté l'application intégrale du traité de Versailles. De l'extérieur, par le travail habile de décomposition auquel s'est livré M. Macdonald, comme de l'intérieur, par le résultat des élections, des forces sont intervenues pour arrêter l'expérience. Le ressort n'aura pu être tendu plus longtemps » (1).

Ainsi est livrée à toutes les vicissitudes de l'élection la politique internationale où, plus que tout autre part, la condition première du succès réside dans la continuité de vues.

GEORGES LEGRAND,
Professeur d'Economie sociale.



Les traits caractéristiques de la dynastie des Romanov

Il existe une opinion répandue et pourtant complètement erronée, d'après laquelle la Révolution bolchéviste aurait signifié une rupture complète avec le passé. De fait, elle n'a pas plus rompu avec le passé russe que la Révolution française n'avait rompu avec celui de la France.

Dans son ouvrage sur « l'Ancien Régime », ouvrage qui a fait époque, l'écrivain français de Tocqueville a mis en évidence que dans la plupart de leurs traits essentiels les traditions et les méthodes de la monarchie française furent continuées par la Révolution française. Elle a développé la tyrannie de l'Etat, l'influence de Paris, la centralisation excessive de la bureaucratie, l'intolérance et le despotisme gouvernementaux. La même règle générale s'applique au régime bolchéviste. Sous bien des rapports essentiels les dictateurs bolchévistes ne font que continuer les tsars. Lénine est le successeur

(1) J. BAINVILLE, *Vers l'oubli*, dans « l'Action française », 24 juin 1924.

en droite ligne d'Ivan le Terrible. Dans l'expérience bolchéviste tout comme sous le Gouvernement tsariste, nous rencontrons les mêmes méthodes de force brutale, seulement ces méthodes sont plus brutales encore ; les mêmes pratiques corrompues, seulement encore plus corrompues ; la même police secrète et la même bureaucratie, seulement toutes les deux sont plus nombreuses, plus coûteuses et moins efficaces ; nous rencontrons le même système de censure, seulement bien plus inepte encore ; le même mépris de la loi, les mêmes influences allemandes, le même militarisme, le même esprit réactionnaire, seulement ce dernier l'est infiniment plus et sans la moindre trace, cette fois, du despotisme éclairé et progressif de beaucoup de tsars. Et cette solidarité entre le tsarisme sous le pire de ses aspects et le bolchévisme sous sa forme la plus favorable est si frappante ; les analogies ont ici des conséquences de si grande portée, qu'un examen de la politique et des traits caractéristiques de la dynastie des Romanov semblerait être le meilleur des préambules à une étude des traits caractéristiques et de la politique des dictateurs soviétiques.

La dynastie de beaucoup la plus originale et la plus remarquable des temps modernes aura disparu avec Nicolas II. Exception faite pour les Saxe-Cobourg, aucune race de souverains n'aura joué sur la scène mondiale un rôle aussi en vue et aussi dramatique. Aucune ne fournira de plus abondants et de plus instructifs exemples aux Machiavel de l'avenir. Dans les annales des Romanov, tout est inattendu. La chute soudaine d'une autocratie semblant avoir des racines profondes dans trois cents ans d'histoire nationale nous a frappés de stupeur. Mais les débuts de la dynastie sont aussi stupéfiants que sa fin. Elle émerge des ténèbres relatives du *Smoutnoï Vrémia* (I), de la confusion et de l'anarchie d'une guerre civile désastreuse. Une famille qui au cours des cent dernières années avait mené une lutte obstinée contre la démocratie dut — chose singulière — le pouvoir au choix populaire. Une Assemblée nationale russe appela au trône, à la presque unanimité, le fils de l'Archevêque de Moscou (1613). Le dernier des Romanov, s'il s'était incliné devant la volonté populaire au lieu d'y faire opposition, n'eût fait que revenir au principe même qui avait créé sa dynastie ; en même temps il eût sauvé son trône. Mais il était écrit que, nés d'une révolution, les Romanov devaient aussi périr dans une révolution.

Les Romanov sont avant tout une race de surhommes. Nous connaissons peu le boyard Philarète, qui fonda la grandeur de cette famille, mais il fut sans doute une personnalité fort énergique. Une nation aux abois, qu'attaquaient Turcs, Tatars, Suédois et Polonais, n'eût pas fait appel, pour faire régner l'ordre à la place du chaos, au fils d'un aristocrate et homme d'Église, si celui-ci n'avait pas été à la hauteur de cette tâche. Vingt années durant la Russie fut gouvernée dans un calme relatif par le patriarche de toutes les Russies, associé à son fils Michel qui devint tsar (1613-1645). La plupart de leurs successeurs furent dignes de tels ancêtres. Le petit-fils du premier tsar de la dynastie des Romanov est l'unique titan politique de l'histoire moderne : sous beaucoup de rapports c'est un génie plus créateur que Napoléon lui-même. Catherine la Grande a été la seule « sur-femme » authentique. Alexandre I fut le « Libérateur de l'Europe ». Alexandre II libéra la Bulgarie et 30 millions de serfs. Nicolas I fut en Europe le champion désintéressé de la réaction et trente années durant tint tête au flot démocratique qui montait.

(1) Époque troublée qui commença à la fin du XVI^e siècle pour prendre fin en 1613. (N. d. l. R.)

Mais les Romanov ne furent pas seulement une race forte ils furent aussi une race d'hommes violents, ne reconnaissant d'autre argument que la force brutale, d'autre loi que la passion sans frein, et une volonté sans entraves. Ils furent une dynastie d'« immoralistes » nietzschéens, planant au-dessus des limites du bien et du mal. Ils gouvernèrent non par politique, mais par la police — par la police secrète. Le despotisme fut constamment tempéré par l'assassinat et la révolution. Il nous faut revenir aux annales des Césars ou du règne des Stuarts pour être témoins de tant de tragédies domestiques. Le tsarévitch Alexis, ce fut son père, Pierre Grand, qui le mit à mort. Le tsar Ivan VI le fut par sa tante Pierre III par sa femme. Paul I fut supprimé avec la complicité de son propre fils.

Et quand les Romanov ne s'exterminaient pas eux-mêmes ils l'étaient par une aristocratie déloyale, ou un peuple révolté. Nicolas I n'échappa que par un heureux hasard à la conspiration « décabriste » (1825). Alexandre II tomba victime d'un complot nihiliste après qu'il eut été attenté à sa vie un nombre incalculable de fois. Durant leurs deux règnes Alexandre I et Nicolas II restèrent emprisonnés dans leurs palais, alors qu'aujourd'hui les dictateurs bolchévistes sont au Kremlin les prisonniers de leurs janissaires.

L'histoire des Romanov prouve une fois de plus que la génie et la folie sont proches parents. Plus encore que chez les Habsbourg et les Bourbons d'Espagne la tare de la folie héréditaire se révèle chez les Romanov. Beaucoup d'entre eux surent préserver intact leur jugement sur les hauteurs vertigineuses du pouvoir, mais bien d'autres se laissèrent envahir par la mégalomanie néronienne, par le « *Caesarewahnsinn* » des Hohenzollern. Beaucoup perdirent leur raison aussi bien que leur vie. Le tsarévitch Alexis, fils de Pierre le Grand, était faible d'esprit. Pierre III et Pascal I furent des aliénés au sens strict du mot.

De par l'essence même du despotisme les causes les plus insignifiantes sinon les plus ignobles sont à même d'engendrer des conséquences incalculables, et la folie de Pierre III et de Paul I (l'arrière-arrière-grand-père du Kaiser) joua dans l'histoire de l'Europe un rôle énorme. Lors de l'avènement de Pierre III, Frédéric le Grand était à son dernier souffle. Les armées russes avaient remporté une série de victoires et étaient entrées à Berlin. Leur domination en Prusse semblait assurée à ce point qu'Emmanuel Kant, philosophe et « patriote » suppliait sur un ton abject la tsarine Elisabeth de le nommer à la chaire vacante de philosophie à Königsberg. Mais voir que dans un accès d'enthousiasme morbide Pierre III rendit toutes les conquêtes russes et devint le champion des Hohenzollern. Son fils, Paul I, rééditait une tragi-comédie identique 40 ans plus tard. La Russie s'était jointe à la coalition européenne et Souvorov avait traversé les Alpes. Mais ici change ment soudain de décors. Paul I conclut une alliance avec l'ennemi et pour la seconde fois la folie d'un autocrate changeait tout le cours de l'Histoire.

Il est clair qu'avec un pareil système, où c'était la violence qui toujours avait le dessus, seul un homme fort pouvait se maintenir au pouvoir. Le résultat logique de leur situation fut dès lors celui-ci : les Romanov ne furent même pas à même de régler par une loi la transmission de leurs pouvoirs. Dans leur histoire, point de loi successorale, comme il en existe dans celle de toutes les autres dynasties d'Europe. Comme nous l'avons noté ailleurs, le tsar n'était souverain ni de droit divin, ni par suite d'une transmission héréditaire des pouvoirs : il l'était en vertu de ce qu'on a appelé *droit occupatif*. En d'autres

termes, son droit n'était que celui du plus puissant des occupants, droit toujours précaire, puisque l'occupant actuel était perpétuellement menacé de voir surgir un autre, plus énergique ou moins scrupuleux. Chaque tsar désignait son successeur en vertu d'un caprice de sa toute-puissance. Pierre le Grand obligea son fils aîné à abdiquer. Élisabeth déposa la régente Anna. Catherine demanda à son fils d'abdiquer. En 1825, le doute régna un certain temps en Russie quant au successeur d'Alexandre I. Alors — combat de générosité et d'abnégation — : à Varsovie Constantin fait proclamer tsar son frère Nicolas; alors que Nicolas fait proclamer Constantin à Pétersbourg. Ce ne fut qu'après la conspiration « décabriste » que Nicolas, recourant à un procédé civilisé, promulgna une loi dynastique à laquelle il avait été le premier à renoncer à ses droits au trône en faveur de son frère.

L'absence de tout droit héréditaire était le résultat logique du régime violent et arbitraire des Romanov : elle n'en était pas moins paradoxale, puisque, tout en cédant de fait à la force brutale, les Romanov en principe proclamaient que leur pouvoir était sanctionné par la Religion.

Leur autocratie prétendait être une théocratie. Dès l'époque du patriarche Philarète, ils avaient toujours fait appel au sentiment religieux. Le tsar se proclamait « Oint de Dieu », et il ne devenait tsar qu'après avoir été couronné à Moscou. Il était le chef temporel et le protecteur de l'Église Grecque non seulement en Russie, mais dans tous les autres pays orthodoxes. Il prétendait à la succession de l'empire de Byzance ; même au protectorat sur Jérusalem, cette ville sainte de l'Église orthodoxe grecque. Et de cette prétention découlait une étrange conséquence. Depuis la suppression par Pierre le Grand de l'autonomie de l'Église, le tsar déléguait ses divines prérogatives à un simple fonctionnaire, le procureur général du St-Synode, qui était toujours un laïc et parfois un général. Sous Nicolas I, ce fut le comte Protassov, courtisan et militaire, qui eut pendant bien des années la charge générale d'âmes.

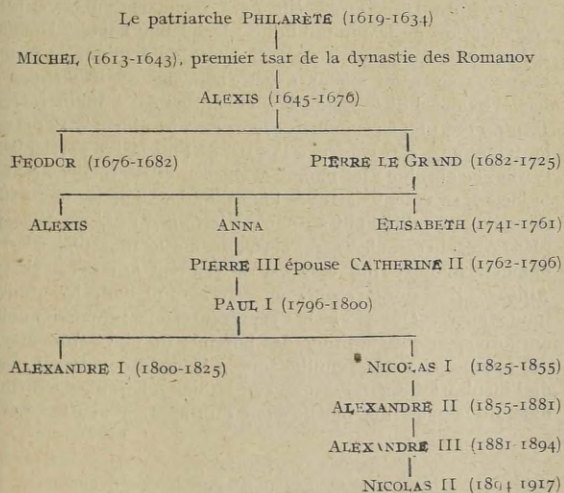
On a qualifié l'autocratie russe de régime patriarcal. Le tsar était « le petit père » de son peuple. Ce caractère patriar-

cal s'accorde, du reste, avec le caractère national russe. L'institution politique la plus importante et la plus typique de Russie c'est le *Mir* ou communauté rurale, régie par le *Starosta* ou doyen du village.

On sait moins que ce patriarcat des Romanov pourrait tout aussi bien être qualifié de « matriarcat ». Jusqu'à la fin, l'Impératrice-mère a toujours, en une certaine mesure participé au pouvoir suprême de son fils. D'où coexistence de deux cours, cours souvent rivales. Durant les guerres, napoléoniennes Alexandre I était partisan de Napoléon, alors que l'Impératrice-mère, une princesse de Wurtemberg, était résolument hostile au « Corse ». Le tsar comblait d'honneurs le général Savary, ambassadeur du tyran français à St-Petersbourg, alors que dans ce même temps sa mère l'accablait d'insultes (voir la scène au début du roman de Tolstoï : *La Guerre et la Paix*).

Cette influence des impératrices douairières atteignit au XVIII^e siècle son apogée dans l'établissement d'un « matriarcat » probablement unique dans l'histoire de l'humanité. Durant cent ans un « régiment de femmes », comme aurait dit John Knox, gouverna la Russie. Cinq tsarines ou régentes se succédèrent au pouvoir ; et il faut admettre que sous elles la Russie fut gouvernée avec plus de vigueur qu'elle ne l'a jamais été, ni avant, ni depuis. D'abord ce fut le règne de Catherine I, une serve et une prostituée, la veuve de Pierre le Grand. Règne de courte durée, après lequel vinrent les deux Anna, l'une tsarine, l'autre régente, jusqu'à 1740. De 1741 à 1761 l'Impératrice Elisabeth, la plus capable des filles de Pierre le Grand, régna en maîtresse absolue, l'Europe assistant à ce spectacle bizarre : un triumvirat de femmes — Mme de Pompadour, Marie-Thérèse et Elisabeth — défiant et s'efforçant de briser la puissance de Frédéric le Grand. Elles y auraient du reste réussi sans l'avènement d'un aliéné (Pierre III). Le « matriarcat » Romanov se termina par le long règne de Catherine la Grande, qui porta le prestige russe à une hauteur jamais égalée auparavant, ni depuis. Arrivée à son zénith, l'autocratie des Romanov commença aussitôt à décliner. Les unions matrimoniales avec les principicules allemands de Brunswick et de Holstein, qui avaient commencé avec Pierre le Grand et le coup de folie de Pierre III à la fin de la guerre de sept ans, avaient entraîné la politique russe sur une pente fatale. Catherine la Grande maintint l'alliance prussienne. Romanov, Habsbourg et Hohenzollern conclurent un pacte solennel : ils célébrèrent la messe noire et « communierent du corps eucharistique de la Pologne ». A partir de là la politique de la Russie devint une politique allemande. Désormais ce ne fut pas seulement la dynastie russe qui fut *made in Germany*, la bureaucratie russe fut également germanisée. Les innombrables amants de Catherine étaient, il est vrai, tous Russes ou Polonais ; mais l'élément allemand envahissait de plus en plus l'administration, car les fonctionnaires allemands se trouvaient être plus dociles, plus méthodiques et plus honnêtes que les Russes. Sous Catherine la Grande, la politique étrangère était encore contrôlée par le souverain ; mais elle devint allemande et autrichienne sous Alexandre I. Un aristocrate allemand, le comte de Nesselrode, fut cinquante années durant ministre des affaires étrangères des tsars. Ce fut sous Nicolas I et Alexandre II que l'alliance prussienne arriva à pleine maturité ; Nicolas qui avait épousé une princesse de Prusse, resta un allié loyal des Hohenzollern jusqu'à la fin. Bismarck, comme ambassadeur de Prusse, écarta tout-puissant à St-Petersbourg. On lui proposa d'entrer au service de la Russie ; il préféra voir la Russie s'engager au

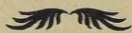
TABLEAU GÉNÉALOGIQUE
DE LA DYNASTIE DES ROMANOV



service de la Prusse. En 1870, Alexandre II soutint avec énergie la suprématie des Hohenzollern contre la France et la Grande-Bretagne. Le Congrès de Berlin dépouilla la Russie du fruit de ses victoires. Il ne se trouva aucun congrès européen pour enlever à la Prusse la proie qu'elle ambitionnait.

L'alliance russo-prussienne dura jusqu'à la veille de la Grande Guerre, et ce — malgré la Triple Entente officielle. Une secrète Triple Entente dynastique maintint l'alliance des trois Empereurs. Cette triple alliance qui cent cinquante années durant avait maintenu la solidarité des despotismes, devint en fin de compte la cause de la ruine des Romanov. Nul doute que la Révolution de 1917 n'ait été une réaction nationale contre l'Allemagne, en même temps qu'une réaction contre le despotisme. Et les Romanov découvrirent trop tard ce qu'il en coûte de travailler « pour le roi de Prusse ».

CHARLES SAROLÉA,
Professeur à l'Université d'Edimbourg.



Où va l'Espagne ?

III. Sur les traces du Directoire

Pour les anciens hommes d'État, le régime futur de l'Espagne est encore à l'état d'énigme. Sans doute l'est-il aussi pour le Directoire lui-même.

Qu'il ne soit, pour sa part, qu'un gouvernement de transition, c'est l'avis de tout le monde. On ne varie que sur la durée de cette parenthèse. « Trois mois », avait proclamé le dictateur dans l'enivrement des vœux qui l'accueillaient le premier jour. C'est de deux ou trois ans qu'il est question maintenant. Mais personne n'admettrait que s'éternisât au pouvoir un gouvernement de militaires.

Pour qui cherche à démêler l'avenir, la comparaison est suggestive, à cet égard, avec le fascisme italien. Sans doute, des causes profondes d'ordre identique ont amené ces deux régimes : l'impuissance parlementaire et la corruption des partis. Mais le Directoire n'est déjà pas entré en scène comme le fascisme. Mussolini avait fouetté l'opinion, il s'appuyait sur une milice déterminée à tout. Primo de Rivera, lui, put s'apercevoir, il est vrai, en se saisissant du pouvoir, qu'il soulageait l'Espagne d'une immense angoisse : un vif courant de sympathie l'environna. Mais alors que Mussolini s'était assuré par serment des poitrines et des bras par dizaines de mille, Primo ne comptait que sur l'appui adventice promis par les Somaténs de Catalogne et sur la discipline que l'armée régulière pouvait à tout moment lui refuser. Le Directoire est arrivé vacillant, le Fascio faisait trembler l'Italie de la fermeté de son pas.

Pour la méthode, les deux dictatures, sans doute, dépourvues de doctrine l'une comme l'autre, ont pratiqué communément aussi un empirisme qui leur a valu, à toutes deux, le reproche d'incohérence. Mais c'est par leurs visées qu'elles diffèrent et voilà l'essentiel. Mussolini pose le fascisme en régime perpétuel. Primo de Rivera, plus tranchant à certains égards que son collègue de Rome, car il a mis d'emblée, lui, et d'un geste franc, la Constitution en poche, ne se sent néanmoins que la

qualité d'un médecin de passage. Panser les blessures, remettre le malade sur pied, il ne s'est présenté que pour cela.

Néanmoins, on demande au Directoire d'être plus qu'un bon Samaritain. On réclame de lui des réformes radicales et définitives. Il y travaille. Ces réformes diront-elles dans quel style Primo de Rivera entend que soit rebâti l'État, par d'autres ou pour d'autres occupants que lui ?

* * *

Il semble bien que ces réformes, loin de se détourner de l'idéal démocratique, tendent au contraire à s'en rapprocher comme d'une étape de délivrance.

Cela n'a rien d'étonnant. L'Espagne, on le sait, n'a jamais connu de Parlement émané du peuple, ni d'élections sincères, ni d'initiative vraiment populaire en politique. Le caciquisme a prolongé sur ses épaules le poids d'une féodalité camouflée : celle des hobereaux de la politique. C'est contre ce régime de fait, non contre la démocratie de droit, que la réaction d'hier s'est opérée. Aussi la grande pensée des partisans du Directoire est-elle moins le bouleversement des institutions modernes que leur épuration. Que les entend-on réclamer ? La représentation proportionnelle, qui projettera au niveau du pouvoir l'image du peuple dans toutes ses nuances, le bulletin secret, le suffrage universel pur, le vote des femmes. La vision magique du peuple indigné, vomissant ses politiciens pour présider lui-même à une grande politique, ce mirage obsède les esprits. L'idéal théorique de la démocratie, dont l'Espagne n'a pas fait encore l'épreuve pratique, y garde un prestige intact.

« Quand vous irez aux urnes, crie aux foules Primo de Rivera, ayez soin d'élire ceux qui ne veulent pas être élus. » On espère bien qu'il en sera ainsi, et c'est précisément afin qu'il en advienne ainsi que l'on s'attache, pour le moment, à cette dictature de préparation. « Plus on est démocrate, plus haute doit être l'idée qu'on se forme de la démocratie, disait dans *El Debate*, le 1^{er} mai, M. Enrique de Benito. Aussi ne doivent pas jouir de la démocratie les peuples qui, loin d'être prêts à la posséder, ne savent se rendre dignes d'elle. Telle était l'Espagne jusqu'au 13 septembre : par l'audace des uns, par l'abstention des autres, elle n'usait des institutions démocratiques que pour les corrompre. »

Le fait, d'ailleurs, confirme déjà l'intention. C'est à vivifier les institutions par le bas que tend la première des grandes réformes du Directoire, celle dont on attend une véritable régénération de la vie publique : la loi municipale. Défiante à l'extrême du pouvoir central — ce qu'explique le proche passé — cette loi exempte désormais les *ayuntamientos* de leur responsabilité vis-à-vis des autorités administratives. Ils n'auront plus à répondre de leurs devoirs ailleurs que devant les tribunaux. Par contre, à l'égard de l'initiative particulière, confiance absolue : les moindres *pueblos* et jusqu'aux derniers hameaux se voient octroyer l'autonomie. Dans les municipalités de moins de mille habitants, c'est le *Concejo abierto*, l'assemblée générale des électeurs, « cette forme la plus pleine de la démocratie pure, qui exercera le pouvoir administratif (1). Ailleurs, il y aura recours au referendum dans les affaires importantes. Quant à la représentation proportionnelle, au vote secret, au suffrage des hommes de vingt-trois ans et des femmes chefs de famille, tout cela résulte naturellement de l'inspiration-mère du nouveau régime, clairement affirmée dans un exposé des motifs signé du dictateur : « C'est parce

(1) Sans toutefois pouvoir « parlementer » beaucoup, car les sessions doivent être courtes. Le travail quotidien est aux mains de quelques responsables seulement.

que nous faisons une conviction démocratique profonde que nous faisons ce pas décisif et promulguons ce statut municipal... La source première de toute souveraineté municipale réside dans le peuple... Quand les communes seront entièrement libres de se donner leurs administrateurs, elles sauront bien choisir les plus aptes ».

Le mouvement actuel, quelque dictatorial qu'en soit l'impulsion, est donc en réalité d'opposition au pouvoir central et d'appel à l'initiative civique.

Jusqu'où ira cette opposition ? Au statut municipal doit faire suite celui des provinces. On prête au Directoire l'intention de leur conférer une part d'autonomie. Mais il faudrait pour cela que les provinces fussent viables ; elles devront être regroupées, et le problème des *mancomunidades* se heurte aux rivalités des provinces mêmes, qui, là où elles se ressemblent le plus, comme dans les pays basques, répugnent encore souvent à s'allier entre elles. C'est ensuite qu'il s'agira des grandes régions. Et c'est seulement après cela qu'on pourvoira à rendre forme à l'État.

* * *

Si le Directoire aspire ne fût-ce qu'à frayer la voie au régime futur, il faudra donc qu'il y mette le temps. Mais gardera-t-il cette ambition, si réduite qu'elle soit ? De nombreux problèmes purement politiques se posent en Espagne ; mais à mesure qu'on cherche à les élucider, dans l'ordre naturel où ils se suivent, les prévisions se font plus chancelantes, les solutions plus confuses et les passions qu'ils soulèvent, plus véhémentes. C'est précisément pour éviter une agitation prématurée au sujet de questions toujours irritantes que des partisans avérés du Directoire lui conseillent, en ce domaine, prudence et peut-être même abstention. On peut discuter dans l'abstrait sur le primat des questions constitutionnelles, disait *El Debate*, le 23 avril ; mais il n'est pas nécessaire de les résoudre pour s'atteler aux tâches immédiatement urgentes : l'amélioration des transports, de l'industrie, de l'agriculture, l'essor de l'enseignement, et surtout pour résoudre « ce problème qui est la clef de tous les autres, et qui menace depuis notre économie jusqu'à notre stabilité politique même : le Maroc ».

Cependant, Primo de Rivera, ainsi sollicité de gouverner à fond, paraît au contraire de plus en plus absorbé par la politique proprement dite. Il prépare sa succession ou son rajeunissement, et, cette fois, c'est dans un sens très constitutionnaliste. « J'ai la franchise de le dire, affirmait-il dans son grand discours de Valence le 21 avril, si les idées d'ordre, de moralité, d'honnêteté administrative ont été mal interprétées par nous, si c'est nous qui nous sommes trompés, si la volonté du peuple sain penche vers la forme de gouvernement que je tiendrais en ce moment pour la moins probable, je m'effacerai devant le sentiment de la nation, parce que je sais que mon roi aussi saurait le faire. » Cela ne lui interdit évidemment pas de travailler l'opinion. C'est dans un an environ, après la révision de ces fameuses listes qui faisaient voter les morts en masse, qu'aura lieu les premières élections municipales. Les élections législatives sont annoncées comme devant avoir lieu dans deux ou trois ans. Primo entend bien faire en sorte que ces consultations ne détruisent pas son œuvre ; il pèse de tout son poids sur l'organisation des « Unions Patriotiques », ce parti, héritier présomptif du Directoire, qui « naît sous la protection officielle et suivant les normes tracées par le pouvoir public », comme le proclame une circulaire ministérielle (1).

On regarde très généralement cette ingérence comme une lourde faute. Établi sur le plan national, le Directoire dominait les vieux partis ; va-t-il s'enfermer dans un parti nouveau, qui risque de retourner aux pratiques des anciens ? Du rang de chef d'État, Primo veut-il déchoir à celui de président de comité ? Ce qu'on attendait du Directoire, c'est qu'ayant liquidé tout l'arriéré urgent, il se bornât à présider au libre jeu de l'activité civique et créât, non les cadres étroits d'un parti, mais un esprit public sain et désintéressé. Voilà à quoi devaient répondre ces ligues occasionnelles, spontanées et de simple propagande morale qu'étaient jusqu'à présent les Unions patriotiques. Face au pouvoir, elles seront son meilleur adjutant ; liées à lui, chacune d'elles ajoutera un boulet à ses pieds.

Ainsi parlent les meilleurs amis du Directoire, et cela rend de plus en plus incertain que le gouvernement des généraux remette un jour à l'Espagne, toutes forgées, les clefs de son destin.

* * *

A qui le Directoire passera-t-il donc la main, si aucun coup de force ne le prévient ? Directement au peuple, auquel le décret-loi municipal et les tendances du dictateur ouvrent un si brillant crédit ? Que lui répondra ce peuple espagnol auquel il a toujours répugné jusqu'à présent d'assumer le grand rôle en politique ? Ce haut esprit public, ce souci d'ordre et d'équité qui est la condition idéale de la démocratie, comment le répandre dans une nation dont l'éducation politique est nulle, au dire des Espagnols mêmes, et qui, malgré les vivats qui poursuivent sur les routes l'auto du dictateur, ne manifeste pratiquement au Directoire pas beaucoup mieux que de l'indifférence ? Mais, surtout, comment faire converger sans contrainte, au service d'une politique nationale ferme et persévérante, les énergies d'un peuple dont on a taxé l'individualisme d'« incurable » ?

Le retour immédiat au peuple est utopique. Le retour aux partis serait le gâchis à perpétuité. Que reste-t-il ? L'avènement d'hommes de prestige — d'hommes et non de programmes, car l'Espagne a toujours « personnalisé » la politique dans les hommes qui la mènent. Les étiquettes y paraîtront longtemps de fantaisie ; les noms propres, voilà qui parle là-bas ! Et ce gouvernement, où pourrait se retrouver plus d'un homme éminent d'ancien régime, exercerait la longue dictature civile qui semble indispensable à la guérison totale de l'État.

Mais d'où viendra ce groupe résolu et éclairé ? Les jeunes énergies catholiques ont peut-être un rôle immense à jouer en cette Espagne dont M. Maurice Legendre, en sa pénétrante étude (1), disait : « L'histoire nous enseigne que seul le catholicisme met en valeur les qualités propres de l'Espagne et empêche qu'elles dégèrent d'une périlleuse façon ». Rempart de l'Espagne dans toutes les crises du passé, l'esprit du catholicisme est plus nécessaire que jamais à un peuple sans discipline publique, sans ambition nationale déterminée, sans activité civique concertée. L'élite catholique pourrait, à la longue,

ténis. Les Somaténs, sortes de gardes civiques, sont une vieille institution catalane destinée à maintenir l'ordre dans les villes. *Paz, paz y siempre paz*, promet leur devise traditionnelle. Formés de gens de gauche comme de droite, les Somaténs se sont répandus ces derniers temps dans toute l'Espagne, encouragés par le Directoire dont elles sont un appui matériel. Mais ces corps armés n'ont ni le programme politique, ni l'humeur belliqueuse de véritables milices fascistes.

(1) *Portrait de l'Espagne*, « Revue des Jeunes », Paris, 1923.

(1) Il ne faut pas confondre les Unions patriotiques avec les *Soma-*

Lui communiquer tout cela, si elle est assez énergique et assez éclairée.

Cette élite, toutefois, ne s'est pas encore imposée. Et l'Espagne attend... On s'y remue beaucoup dans l'ordre privé : Madrid s'agrandit et s'enrichit, l'enseignement se rénove, des entreprises se fondent. Mais dans l'ordre public, le peuple en est encore à regarder d'où vient le vent. Aussi longtemps qu'il en restera là, le Directoire pourra se prolonger : il n'aura pas perdu sa raison d'être.

L'Espagne attend, mais elle espère. Il n'y a qu'un seul mot, en castillan, pour exprimer les deux attitudes : *esperar*, en sorte que l'on ne peut dire si l'attente, pour l'Espagnol, est faite de plus d'espérance que l'espérance d'attente. L'observation est bien vraie pour sa vie collective. Mais il semble à présent, à considérer plus d'un indice, que l'espérance, vertu active, emporte sur le sentiment de la fatalité. « L'orgueil national », me disait là-bas un ami bien placé pour savoir ce qu'il allait dire, « l'orgueil espagnol est

mort. Ce n'est plus un facteur qui compte en politique. Mais à cet instant passa dans ses yeux une lueur qui me pensa aussitôt : « L'énergie espagnole grandit. L'Espagne est une des premières nations de demain ». Et cette lueur, y faisant attention, je l'ai retrouvée dans beaucoup de regard en Castille. Inquiétude attristée qui n'est plus de la résignation mais fermé d'âme, obstination coûte que coûte, il y avait de tout cela dans cette flamme. C'est celle-là même qui y fascine, à Tolède, sous les fronts que peignait le Greco. Elle brillait aux yeux des Castillans du grand siècle. Elle brûlait Térésa d'Avila et Inigo de Loyola, comme elle brûle en les emportant à des horizons toujours trop étroits pour eux les conquistadores. Le jour où ce douloureux souci ne sera plus celui d'un très lointain avenir, d'un inaccessible, d'un impossible, mais où, patient et réaliste, il se posera sur la tâche du présent, l'Espagne, de nouveau, saura accomplir d'étonnantes choses.

GIOVANNI HOVOIS.

Les idées et les faits

Chronique des Idées

Au Grammaire-Club

Est-il aussi difficile d'écrire en flamand, en allemand, en anglais, en italien, en espagnol qu'en français ? Je l'ignore, mais je ne pense pas que les écrivains des autres pays s'attirent d'aussi sévères remontrances que les écrivains de langue française. Pour nous, Belges, nous savons depuis longtemps que nous parlons nègre et que nous écrivons en javanais. Nous sommes si excusables, n'ayant pas pour règle l'autorité du bon usage, étant livrés dès notre enfance à l'innévitale contagion des wallonismes et des flandricismes. Comment notre parler n'en serait-il pas corrompu ? L'école réagit sans doute, les humanités surtout, des censeurs qualifiés s'efforcent de nous redresser et l'opinion semble accueillir docilement les leçons des *Corrigons-nous* du R. P. De Harveng, notre Académie, enfin, de langue et de littérature françaises n'est-elle pas appelée à exercer une influence tutélaire sur l'une de nos deux langues nationales ? Malgré cela, il nous sera d'autant plus malaisé de nous débarrasser de la rouille tenace des locutions vicieuses de terroir que nos belgicismes, consacrés naguère à notre Académie, par l'autorité de M. Brunot, sont réputés par beaucoup faire partie de notre patrimoine. Alors, si la fierté patriotique de M. Beuleman s'en mêle... Les exemples officiels eux-mêmes ne sont pas toujours salutaires, et, sans rappeler les gaucheries du style administratif, la voix qui descend du trône se croit trop obligée, pour se faire entendre des Belges, de leur emprunter, comme dans la harangue de Namur, des tours d'une solennité ineffablement prudhommesque. A cette occasion, un ancien secrétaire de Léopold II me rappelait l'impitoyable sévérité du vieux souverain, non pas quant à l'orthographe, dont il n'avait pas le culte, mais quant à la minutieuse propriété des termes jusque dans la teneur des réponses télégraphiques.

Ne croyez pas d'ailleurs le Président de la République française mieux servi que le Roi des Belges, s'il faut en juger par les premiers discours de M. Doumergue, à Versailles et à l'Hôtel de Ville de Paris, sur lesquels s'est amusée la verve impitoyable de Charles Maurras.

En France, les déformations de la langue et les incohérences du style ne cessent de provoquer des cris d'alarme et des protestations. Après le *Xavier* de M. Abel Hermant et le *Français, langue morte* de M. Thérive, qui font suite aux précieux manuels de l'Abbé Vincent : *Le Pêril de la langue française* ; et de Le Gal, voici *Les Soirées du Grammaire-Club*, par Jacques Boulenger et André Thérive, neuf dialogues délicieusement écrits, parsemés d'érudition, entre sept ou

huit bons auteurs, membres du Club mystérieux où l'on s'évertue sans bruit, à sauver la langue française du charabia et du baragouin. Étudiant les ravages qui s'exercent de plus en plus dans le français ils n'hésitent pas à en trouver la cause dans la pédanterie et la prétention. C'est elle qui, déjà, à la Renaissance, surchargea artificiellement d'ornements fâcheux, sous prétexte de les écrire selon leur étymologie, une foule de mots que le moyen âge écrivait de la façon la plus simple et la plus charmante. On écrivait alors *sçavoir*, qui vient de *saper* et non de *scire*, *poïds* qui descend de *pensum* et non de *pondus* ; *doté*, en souvenir de *digitum* en oubli de *ditum*. On ajouta des *l*, des *g*, de *p* ; on redoubla les lettres au petit bonheur et les mots furent hérisés plus que des cactus. On s'obstina jusqu'à l'édition de 1835 du dictionnaire de l'Académie à imprimer : « je connois, j'étois, en dépit de la prononciation : je connois, j'étais. On assassina la langue de vocable savants, on farcit le français de termes barbares, les lui faisant avaler tout crûs, tandis que la dérivation populaire assimilait les mots latin selon le jeu de l'accent tonique. Et quand les réformistes, à la tête desquels était M. Brunot, entreprirent, il y a quelques années, de revenir à l'orthographe phonétique, c'était trop tard, puis ces énergumènes tombèrent en de tels excès que leur tentative échoua misérablement. Plus mesurés, ils auraient fait disparaître tant d'anomalie absurdes qui sont le tourment des écrivains et le désespoir des correcteurs d'épreuves : *s'asseoir* et je m'assois, je sursois et je sursoirai, *résonner* et *résonance*, *souffler* et *boursouffler*, *siffler* et *persiffler*, *grelotter* et *dorloter*, *rationnel* et *rationalisme*, *abattoir* et *abaissif*, *chavrette* et *chaviot*, *imbécile* et *imbécillité*, etc., etc. Ils auraient simplifié en l'uniformisant l'usage des traits d'union : car on écrit *contre-carrier* et *contre-coup*, *au loin* et *au-devant*, *porte-monnaie* et *portefeuille*, *bienvenu* et *bien-aimé*, etc., etc. Littre donne encore *phthisie*, *rhythme*, qu'enfin l'usage a francisés en *phthise* et *rythme*.

Interroger le secrétaire de rédaction d'une grande Revue, il vous dira que les meilleurs écrivains s'égarèrent dans les chimoiseries de l'orthographe et que d'illustres manuscrits ne sont pas vierges de fautes. Combien, par exemple, sur cent auteurs, ne surmontent pas le verbe : *mater* (dompter) du circonflexe réservé à *mâter* (garnir de mâts) ? Ils ne sont, peut-être, pas plus que les justes de Sodome.

C'est la pédanterie et la prétention qui défigure la langue, altère et flétrit sa beauté grammaticale par le jargon parlementaire, qui vise à la noblesse et n'attrappe que la lourdeur, par le galimatias officiel de l'administration qui renchérit encore sur le bafouillage parlementaire, par le jargon de la presse tout fleuri d'ignorances, par l'invasion des termes scientifiques, surtout des termes médicaux, par l'anglo-manie des snobs.

Les dialogues du *Grammaire-Club* fourmillent d'exemples topiques

de toutes ces sources de perversion, il me suffira d'en épinglez ici quelques rares échantillons.

Style parlementaire et officiel, marquant le triomphe du sinistre « style substantif » :

« Le droit à l'obtention ou à la jouissance de la pension est suspendu... pour les veuves et femmes divorcées par la déchéance de la puissance paternelle ». Ce qui veut dire en bon français :

« Les veuves et femmes divorcées qui seraient déchuës de la puissance maternelle verront suspendre leur droit d'obtenir une pension ou d'en jouir ».

Ne dites pas : *choisir la date*, c'est trop simple ; dites : statuer en ce qui concerne la fixation de la date.

Ne dites pas : *Employer au mieux la matière première*. Dites : « Obtenir les meilleures utilisations de la matière première sous toutes ses formes ».

Ne dites pas : *Proposer un classement des incorporés suivant leur santé*. Dites : Proposer pour les incorporés un classement par catégories d'après le coefficient de leur robusticité réelle.

Un journaliste de Rennes, maniant le français en aveugle, traite un boursier de « proxénète » — confondu obscurément avec *proxène* — pensant que ce mot signifiait étranger ! Un autre provoque par toute la France les plus odieuses accusations contre le très honorable maire de Rennes, M. Janvier, pour avoir donné à l'expression « *errements financiers* », qui n'a rien de péjoratif, le sens d'*erreurs* financières !

La *Revue des Deux-Mondes* publiait naguère un article de M. Richet sur l'*Enseignement de la physiologie*, où l'on pouvait ramasser cette perle : « Analysons le symptôme essentiel de la *fièvre*, c'est-à-dire, si l'on veut un mot grec simple et expressif, de l'*hyperthermie* ». Le joli mot, en effet, et simple et expressif que voilà !

On devient tout à fait reluisant d'érudition quand on appelle la migraine « *cephalalgie* », une verrue « *acrocordon* », la jaimisse « *ictéricie* », une paimoison « *lipothymie* », un saignement de nez « *épistaxis* », et il faut voir comme se rengorgent les infirmières après avoir éternué « *roentgentherapie* » !

De tous les pathos, le plus ampligourique est le pathos philosophique. On sait que la phraséologie de Maine de Biran avait le don d'exaspérer Taine. Le positiviste se vengeait en *traduisant*. Exemple :

« Chacun peut observer en lui-même que les perceptions des sens externes, comme les images ou intuitions du sens interne et les idées mêmes, produits élaborés de l'intelligence, venant à être réfléchis ou contemplés successivement par le moi sous des modifications sensibles diverses, ou avec un sentiment variable de l'existence triste ou pénible, agéable ou facile, etc., se proportionnent jusqu'à un certain point à ces variations, quant aux degrés de clarté ou d'obscurité, de mobilité ou de persistance, de confiance ou de doute, qui impriment à ces idées un caractère particulier et comme une physionomie. »

Traduisez : « Quand vous avez la colique ou la migraine, vos raisonnements ont moins de clarté, votre attention moins de durée, vos conclusions moins d'assurance que lorsque vous êtes en bonne santé. »

On le sait : le vocabulaire sportif de l'Angleterre a fait irruption dans le français. Jadis on avait su naturaliser bébé, touriste, cheviote, chèque, châte, draguer, draîner, etc. Mais à présent, on trouve « distingué, bien porté, tout à fait smart d'écrire et de prononcer avec le plus pur accent britannique : *baby* pour bébé, *comfort* pour confort, *shock* pour choc, *krack* pour crac, *beafsteak* pour biftek, *roastbeef* pour rosbif, *flirter* pour fleurter, *wagon* pour wagon, *express* pour exprés, *box* pour boxe, etc., etc. ».

Savez-vous comment la langue réagit quand même contre l'intrusion des vocables fâcheux qui lui paraissent pédants et sesquipédales ? Elle les soumet à l'aphérèse ou à l'apocope, elle leur coupe la queue et parfois la tête : photo, métro, auto, ciné, vélo, pneu, taxi, -cipal (garde municipal), frigo, etc. Mais, vraiment, ces formes mutilées ne sont-elles pas plus barbares ?

* * *

Les interlocuteurs des soirées du Grammaire-Club s'accordent à condamner le fatalisme malaisant de quelques philologues, les naufrageurs, comme ils les appellent, qui se piquent d'étudier scientifiquement l'évolution du langage, font litieré de ses qualités esthétiques. On en voit aider à la corruption de la langue, d'abord en la niant — car ils ont des analogies pour justifier toutes les licences — puis en déclarant inévitable, inéluctable, fatale, l'évolution de la langue vers le laid, enfin en favorisant de leur mieux les formes cor-

rompues, par leur enseignement, leur propagande, leur influence. C'est ainsi qu'ils font gaiement leur deuil de l'imparfait du subjonctif qui se meurt ou devient défectif, et du passé défini de l'indicatif qui s'est réfugié en quelques lointaines provinces et ne tardera plus à y dépérir.

Un des chapitres les plus divertissants du livre est le compte rendu de la mission d'un membre du Club, M. Anselme, auprès d'un philologue éminent, M. Valérien, qui incarne les Bally et les Brunot. Le clubman y réhabilite la grammaire irrationnelle, tant qu'on voudra, mais didactique, pratique, engendrant tous les biens, ne produisant aucun mal, et met en pleine déroute le philologue qui prétend y substituer le tableau psychologique du langage, reclassement de tous les éléments qui le composent sur la base unique de la simple expérience et du libre examen.

Mais, quel que soit l'intérêt qui s'attache à toutes ces considérations, il en est une d'importance souveraine qui domine, à mon sens, tout ce livre si curieux, si suggestif et tout parfumé du plus pur atticisme. Elle est mise en pleine lumière dans « Un discours de réception » au Grammaire-Club, prononcé par le nouveau récipiendaire, M. Anselme. C'est la primauté de la pensée dans le style. « Le génie d'une langue vivante, disait M. Paradis de Monceif dans une dissertation prononcée à l'Académie, le 10 mars 1742, est répandu dans tous les esprits qui savent penser et qui la cultivent ». Une pensée nette et robuste, c'est l'indispensable fondement de l'art d'écrire. Qui prétend tenir une plume doit en revenir toujours au précepte de maître Nicolas :

Avant donc que d'écrire, apprenez à penser.

Qui ne se conforme pas à la logique la plus loyale, « aux catégories traditionnelles de l'esprit », devrait être banni de la république des lettres. « Je ne puis m'empêcher de trouver qu'en définitive ce qui prime, c'est l'ordonnance de la pensée, fut-elle injurieuse à la bonne nature, à l'instinct sacré d'exprimer la prétendue complexité des êtres. »

Que d'écrivains, que de barbouilleurs plutôt, incapables d'abstraire, constamment inhabiles à charpenter leur pensée, leur phrase, en insurrection contre la logique de la syntaxe et l'acception loyale des mots !

« Revenons à cette vieille idée, écrit M. André Billy, qu'un bon écrivain est tout simplement un monsieur qui écrit bien, et cette autre vieille idée qu'écrire bien c'est bien penser, c'est penser juste, c'est penser clair. »

Dans les *Etudes* des 5 mai et 20 juin, Paul Bernard a exploré « les pays de l'incohérence » ; il a poussé ses investigations jusque dans le domaine des « meilleurs », et ce qu'il en a rapporté « de jolies trouvailles, de déconcertantes rencontres, de tours de pensée funambulesques, de fantasmagoriques tableaux, de tropes aux invraisemblables hardiesses, d'imbroglios, de coq-à-l'âne, de rebus métapsychiques, d'énigmes littéraires ou grammaticales », le butin qu'il a ramassé patiemment dans ce chaos est inimaginable. On dirait qu'un vent de folie a soufflé en tempête sur tous ces cerveaux !

Il n'y a pas un principe régulateur de la connaissance qui ne soit outragé, foulé aux pieds par nos contemporains de marque, trop pressés d'écrire pour maîtriser leur pensée.

Principe de contradiction : « Plusieurs fois, il serait mort de faim ou de soif. — Il sera brûlé *viv*, après que sa tête aura été séparée du corps. — Qu'aurais-tu dit, si ce mari t'avait tuée ? Ne l'aurais-tu pas accusé de barbarie ? — Ce soir, au dessert, en croquant des noisettes avec des dents absentes, la sœur nous raconte... ».

Principe d'identité : « Le capitaine n'absorba aucun aliment solide tout le temps qu'il fut dans l'eau ; sa seule nourriture fut du café, de l'ale, du brandy, un peu d'huile de foie de morue et du *boefsteack* ».

Principe de causalité : « Il fit comprendre par gestes qu'ils étaient Espagnols. — Les joueurs de billard se rapprochent, tenant leur queue à la main pour mieux entendre. — L'aérostat descendit rapidement par suite de la dilatation du gaz. — Il aperçut un petit mouchoir de femme, tordu, séché par les larmes. — Il y a une légende qui représente le journaliste écrivant ses articles avec une coupe de champagne dans chaque main. »

Principe de substance : « Les épaules de Bouletaille sanglotaient. — Ils ronflaient comme seuls ronflent les cœurs innocents. — Sous une grosse moustache, cet ancien militaire cachait un cœur sensible. — Sa tête et ses épaules touchaient le chambrante. Son thorax puaissant, sa bouche en trapèze le précédaient. »

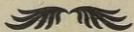
Et pour terminer cette énumération extraite d'une nomenclature de plus de soixante-dix numéros, qu'il me soit permis de citer Anatole France, le parangon du néo-classicisme, l'idole de tous les snobs et de toutes les snobinettes :

« Son front fuyant, sous de gros yeux pâles, trahissait la résistance à toute délicatesse morale. »

Une pareille défaillance est introuvable dans l'œuvre immense de Veillot, dans les quarantes volumes de ses articles et de sa Correspondance écrits au courant de la plume, dans le feu de l'inspiration.

L'incohérence règne en maîtresse chez une foule de contemporains. Il est grand temps de reprendre la démarche traditionnelle des grands esprits, d'épouser entièrement leur logique, comme dit Thérive, de consentir à être avant tout un maillon dans la chaîne des intelligences civilisées.

J. SCHYRGENS.



FRANCE

Les bourgeois et le franc

Georges Valois continué dans l'ACTION FRANÇAISE ses réflexions sur la bourgeoisie :

Mon cher Johannet, c'est encore à vous que je destine ces réflexions : vous louez les vertus bourgeoises ; je conteste la capacité politique de l'esprit bourgeois dont je reconnais toutefois l'excellence lorsqu'il s'agit de la gérance des biens meubles et immeubles. Vous avez bien vu que si je tiens à la vie du bourgeois, c'est que je le regarde comme le grand agent de l'épargne nationale, et c'est dans cette fonction que je désire le voir grandir, avec le concours d'un Etat, et d'un peuple qui le maintiendront dans cette fonction, sous la conduite de quelques chefs qui auront un sens de l'Etat qu'il n'a pas. Je le regarde, en somme, comme le délégué de la nation à la constitution et à la conservation de l'épargne. Encore convient-il qu'il soit bon gérant.

Or, il a été, depuis quelques années, un détestable gérant. Vous m'accorderez que, dans son ensemble, la bourgeoisie a manqué totalement de clairvoyance en ce qui concerne le problème monétaire. Sur ce point, elle a manqué à sa fonction. Est-ce parce qu'elle a perdu son sens critique, son énergie, en s'occupant de l'Etat, qui n'est pas son bien, — ou est-ce parce qu'elle manque d'intelligence. Je ne réponds pas à ces questions pour le moment ; je constate le fait : et c'est un fait que la bourgeoisie a subi les événements monétaires, depuis six ans, presque sans réaction.

Autrefois, lorsque les rois de France affaiblissaient les monnaies, cela causait une agitation énorme dans le pays. Les bourgeois réclamaient la convocation des Etats généraux, organisaient des émeutes, qui tournaient mal pour l'Etat et pour eux. De notre temps, le Prince a altéré la monnaie d'une façon prodigieuse, et les bourgeois ont subi ce scandale sans protestation et souvent avec des applaudissements. Quand nous organisâmes la Semaine de la Monnaie, un des écrivains les plus représentatifs de la bourgeoisie, que je ne veux pas vous nommer, me dit que nous allions à un échec parce que tous les bourgeois étaient inflationnistes. Ce qui était à peu près vrai. Naturellement, nous ne fîmes aucun compte de cet avertissement, et, quelques mois plus tard, grâce au concours de quelques hommes qui n'avaient pas demandé leur avis à la démocratie bourgeoise, la même bourgeoisie proclamait sa volonté de ne pas tolérer une inflation nouvelle. C'est un résultat, mais négatif. Après cela, nous sommes demeurés dans l'instabilité, alors qu'il fallait trouver les moyens d'en sortir et nous avons subi, parce que les gérants de notre fortune les subissaient eux-mêmes, tous les désordres engendrés par l'instabilité.

Récapitulez les fautes des bourgeois sur ce point : elles sont énormes, et ont eu pour conséquence des pertes immenses pour toute la nation et particulièrement pour les bourgeois eux-mêmes, pour les petits épargnants et pour tous les salariés : Premièrement, l'étranger se libère de ses dettes à l'égard de la France et des Français à trente pour cent de leur valeur. Vous avez lu là-dessus la remarquable série d'études de notre collaborateur W. R., vous avez vu comment la France a perdu plusieurs milliards en tolérant que des emprunts étrangers, contractés en or, soient remboursés en francs-papier, que les coupons de ces emprunts soient également payés en francs-papier.

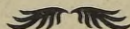
Que les bourgeois se laissent ainsi dépouiller, cela les regarde. Mais c'est la France qui perd, et cela nous regarde.

Deuxièmement, le franc baissant régulièrement depuis deux ans, nous avons travaillé depuis le même temps au-dessous des prix mondiaux : nous avons vendu nos produits à l'étranger à des prix qui étaient au-dessous des cours : le travail français a été ainsi payé par l'étranger avec une somme inférieure à une même quantité de travail étranger. C'est une des plus sérieuses causes de vie chère qui aient joué à l'intérieur depuis deux ans. Qu'ont dit nos bourgeois en général ? Que cette situation favorisait l'exportation ! Ils n'ont pas vu que, par là, nous organisions nous-mêmes la perte sur nos échanges avec l'étranger.

Ensuite, les bourgeois se sont proprement laissés dépouiller comme propriétaires d'immeubles et de terres : ils ont accepté que leurs loyers et leurs fermages leur fussent payés en monnaie dépréciée avec les chiffres d'avant-guerre. Au premier coup, cela paraît à l'avantage du locataire et du consommateur ; c'est une erreur : la conséquence a été la crise du logement et la précarité de toutes les locations ; conséquence en ce qui concerne les fermages : nulle pour les consommateurs, qui voient les prix des denrées suivre les prix mondiaux plus rapidement que ne croissent leurs gains. Etc. . .

Ainsi, parce que les bourgeois ont très mal défendu leur fortune, la fortune nationale, nous souffrons tous de la gêne : notre travail n'est pas payé à son prix, parce que tout ce que nous vendons à l'étranger est vendu trop bon marché, tandis que tout ce qui, dans notre consommation, vient de l'étranger, subit les hausses instantanément, et parce que les prix des denrées subissent l'influence des prix mondiaux plus vite que les produits que nous fabriquons. Enfin, il n'y a pas deux locataires sur dix qui aient le sentiment de la sécurité parce qu'il est devenu à peu près impossible de faire un bail dans les conditions monétaires où nous sommes.

Sur tous ces points, il y a un sérieux échec de la bourgeoisie et l'on ne voit pas encore que les bourgeois, pris comme classe sociale, aient entrepris quelque action pour nous sortir de difficulté. Cela les intéresse pourtant dans leur vie de chaque jour ; mais il semble que le problème les dépasse parce qu'il est politique et que, d'avance, ils reconnaissent leur impuissance. Quand le Prince altérait les monnaies, ils se plaignaient à lui. Aujourd'hui qu'ils croient être le prince ou ses cousins, ils ne savent plus quoi faire. A qui se plaindre ? A l'Etat ? Ils croient que l'Etat, c'est eux. Alors, ils attendent, et ils ne font rien.



BULGARIE

L'Eglise nationale bulgare (1)

En tant que nationale, l'Eglise bulgare est née sur la fin du IX^e siècle.

Les choses se passèrent, alors, en Bulgarie, à peu près de la même façon que dans la Gaule, au temps de Clovis. Les vaincus subirent le joug, mais ils imposèrent leur religion aux vainqueurs.

Le roi des envahisseurs victorieux s'appela Boris. S'étant avisé que le peuple sur lequel il voulait régner était entouré de populations chrétiennes, il jugea qu'il lui serait fort utile d'embrasser lui-même le christianisme et de l'imposer à tous ses sujets. Beaucoup de ceux-ci tentèrent d'abord de résister, mais, leur résistance fut brisée par les armes, et ils ne tardèrent pas à comprendre que le meilleur parti était pour eux, de se ranger à la religion nouvelle de leur prince.

Boris eut désiré avoir une hiérarchie religieuse qui dépendît de lui et demanda à Photius, chef religieux de Byzance, de lui fournir un patriarche. Photius n'accéda pas à sa demande. Ce que voyant, l'empereur se tourna vers Rome d'où lui furent envoyés deux évêques. Boris voulait plus que cela. Il voulait un patriarche qui lui eût mis sur le front la couronne impériale. Déçu du côté de Rome, il se tourna de nouveau vers Byzance où se tenait précisément, alors, le Concile œcuménique de 860. A la faveur des dissensions existantes entre

(1) D'après un article paru dans *Les Lettres*, d'avril 1924, dû à la plume de M. J. Levêque.

otius et l'évêque de Rome, Boris gagna sa cause auprès des Grecs, un archevêque byzantin du nom de Joseph prit le chemin de la Bulgarie. Ce fut ce qui assura la main-mise de l'Église grecque sur l'Église bulgare. Cependant, chassés de Moravie, les disciples de Cyrille et Méthode vinrent, à la même époque, se réfugier en Bulgarie, apportant avec eux la liturgie slavonne. Boris, qui désirait beaucoup nationaliser l'Église bulgare, fut bien aise d'avoir ainsi l'occasion de offrir à son peuple un clergé slave, et il imposa, dans ses États, la liturgie slavonne.

* * *

Pourtant, au cours des siècles suivants, l'Église bulgare perdit un peu de cette quasi-autonomie où le roi Boris avait tâché de l'établir. En 1053, nous trouvons, à la tête des chrétiens de Bulgarie, l'archevêque Léon, grec d'origine, celui-là même qui, de connivence avec l'empereur Michel Cérulaire, patriarche de Constantinople, lança la fameuse lettre sur les azymes, occasion du schisme d'Orient. Cet archevêque n'était un drôle de personnage. Quand les patriarches de Byzance voulaient s'immiscer dans ses affaires, il criait très haut que l'Église de Bulgarie ne dépendait que d'elle-même. Quand, par contre, les Bulgares revendiquaient leur autonomie religieuse, il ne trouvait pas de termes assez méprisants pour exprimer le dégoût que lui inspiraient ses fidèles de race slave. « Il sent le moisi, disait-il de quelqu'un, comme les Bulgares sentent le mouton ». Et encore : « Chaque Ochrinen est un être sans tête, qui ne sait honorer ni Dieu, ni l'homme. C'est avec des monstres pareils que je suis obligé d'être en relation ».

Pour échapper à la souveraineté religieuse de Constantinople, certains de ses successeurs tentèrent de renouer avec Rome et Rome fut toujours prête à les accueillir. Sous Innocent III, par exemple, on pensa bien que les choses s'arrangeraient et que la Bulgarie pourrait renoncer au schisme pour rentrer dans l'unité catholique, mais ces espérances furent déçues, et, en 1393, nous retrouvons l'Église bulgare replacée sous la juridiction du patriarche de Byzance.

Dès lors, les Grecs grécisèrent, en Bulgarie, tant qu'ils purent, ils firent tout d'évincer les candidats bulgares des sièges patriarcaux épiscopaux ; ils imposèrent la liturgie grecque ; ils donnèrent la chasse à tous les monuments anciens de la littérature bulgare et parvinrent à répandre l'usage de leur langue dans toute la classe bourgeoise et commerçante ; ils réussirent à ce point, dans leur tâche de dénationalisation, que les habitants de la Bulgarie en arrivèrent à se servir des caractères grecs pour transcrire leur propre langue.

* * *

Le réveil du sentiment national n'eut lieu que sur la fin du XVIII^e siècle, et il faut attendre jusqu'en 1835 pour voir s'ouvrir, à Gabrovo, malgré le métropolitain grec, la première école d'enseignement secondaire bulgare.

Dès ce moment, les nationalistes de Bulgarie, épaulés par les Turcs, marchèrent rapidement du chemin. Le sultan turc accorde, en 1856, à ses sujets bulgares, une sorte d'autonomie religieuse dont le patriarche de Constantinople leur défend d'user. Les prêtres et les évêques de Bulgarie répondent à cette défense du patriarche en évitant de faire mention de lui dans les offices religieux. Le patriarche excommunique les prélats qu'il présume diriger l'opposition. Les Bulgares se mettent aussitôt en devoir de chasser de leur pays les évêques fidèles au patriarche. Ils eurent, finalement, le dernier mot, et, à partir de 1870, l'Église grecque ne put se convaincre qu'elle n'avait plus rien à dire en Bulgarie.

* * *

La création de l'Exarchat bulgare remonte à 1870.

C'est l'Exarque qui présidait le St-Synode, suprême autorité religieuse de Bulgarie, composé, outre son président, de quatre métropolitains, élus, pour quatre ans, par leurs collègues. Avant les guerres balkaniques, l'Exarchat comptait 18 métropolitains ; depuis 1918, il n'en a plus que 13.

Le clergé orthodoxe de Bulgarie n'atteint pas un niveau intellectuel très élevé. Les séminaires, où il pourrait s'instruire, ne compte presque pas d'élèves. Ils renferment, par contre, des professeurs très ignorants et plusieurs ne croient même plus à la divinité de Notre Seigneur Jésus-Christ.

Un grand nombre de prêtres bulgares savent tout au plus lire la messe et administrer les sacrements ; aussi, le sacerdoce est-il considéré par le peuple, comme une carrière méprisante où les gens honnêtes se gardent bien d'entrer. Au lieu d'étudier, les prêtres bulgares

s'occupent plutôt de revendiquer le droit aux secondes noces, la réforme du costume ecclésiastique et la faculté de se faire tailler les cheveux et la barbe comme ils l'entendent. Ils réclament aussi de pouvoir dire la messe d'une façon plus abrégée et d'user du bulgare moderne, et non plus de l'ancien slavon, dans les offices religieux. Le bas clergé affiche des sentiments démocratiques avancés, ce qui lui attire les sympathies gouvernementales. Le haut clergé n'est pas non plus sans défaut, et, souvent, les dignitaires ecclésiastiques ne s'entendent pas entre eux. Quand Mgr Joseph, l'Exarque, mourut, en 1915, ils ne purent se mettre d'accord pour lui donner un successeur. La place est toujours vacante aujourd'hui.

Au témoignage de tous, « les monastères bulgares ne sont d'aucune utilité au point de vue spirituel ; ils servent plutôt d'endroits de villégiatures. » Ce qui est infiniment mauvais pour le recueillement des moines.

Quant au peuple, il déserte les églises, néglige les jeûnes ecclésiastiques et penche de plus en plus au matérialisme. Les moralistes déplorent l'athéisme et la licence qui règnent parmi la jeunesse des gymnases, et ils supplient l'Église bulgare de se réformer et de reprendre en mains les rênes spirituelles du pays.

* * *

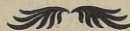
La population bulgare orthodoxe est, aujourd'hui, d'environ 3.500.000 âmes.

Les catholiques, uniates et latins, ne sont guère qu'une vingtaine de mille.

Vers 1860, quand les Bulgares cherchaient, par tous moyens, à échapper à la domination spirituelle des Grecs, plusieurs d'entre eux songèrent à regarder vers Rome, espérant que de là leur viendrait la liberté. Pie IX s'empressa d'aller au devant de ces bons désirs, et, un grand mouvement de conversions au catholicisme s'ébauchait, quand, craignant l'influence catholique et française, la Russie intervint et réussit à tout arrêter. Dans la suite, quand il arrivait que se manifestassent les mêmes désirs, le haut clergé bulgare ne manquait pas de mettre en garde ses fidèles « contre les intrigues de Rome ».

Toutefois, l'idée de la réunion des Églises continue de vivre, en Bulgarie, dans un certain nombre d'âmes. Un jour que Ferdinand, prince des Bulgares, essayait, pour complaire à la Russie, de convertir Mgr Joseph à une entente religieuse gréco-bulgare, l'Exarque répondit : « Votre Altesse semble ignorer que nous connaissons le chemin de Rome ! » et, par là, Mgr Joseph voulait indiquer combien les Bulgares religieux préféreraient toujours l'alliance romaine à l'entente avec les Grecs.

OMER ENGLEBERT.



ÉTATS-UNIS

L'activité catholique

D'après un article de Maurice Lewandowski : Les œuvres catholiques de charité aux États-Unis, dans le CORRESPONDANT du 10 juin 1924.

A l'heure actuelle les États-Unis comptent 18 millions de catholiques contre 2 millions, il y a cinquante ans.

Ils sont groupés en une puissante Église très disciplinée, ayant à sa tête 2 cardinaux, 14 archevêques, 97 évêques et 20.000 prêtres.

Ils viennent de tenir à Philadelphie une conférence, un congrès plutôt (titre officiel : « Neuvième conférence nationale des Œuvres de charité catholique »), qui comprenait 3179 délégués hommes et femmes venus de tous les coins du pays, y compris l'Alaska et même les îles Philippines. Voici les principales questions traitées au cours de cette Semaine sociale : Le travail de l'enfant dans les familles. Les pensions des mères. Le statut familial des femmes au point de vue du salaire. Le bien-être social et la loi. La législation et les délits d'enfants. L'organisation des tribunaux d'enfants. Les secours dans les cas d'urgence. La jeune fille à l'école, à la maison et à l'usine. Le programme des divertissements dans une grande cité. La fille-mère. Les garderies d'enfants. Le service charitable dans les hôpitaux. L'aide à l'immigrant catholique. La coopération avec les œuvres non-catholiques : L'éducation sanitaire à l'école. L'œuvre sociale par

l'école. Le travail de préservation dans les écoles paroissiales. L'action personnelle du professeur, etc.

L'attitude des autorités à l'égard du Congrès fut empreinte d'une déferente sympathie.

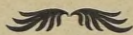
Parmi les organisateurs de cette réunion 20 sur 26 étaient des confrères de la Société de St-Vincent de Paul. Du reste, en dehors de leur rôle dans les réunions du Congrès, les conférences de cette Société ont tenu à cette occasion leurs assemblées particulières, lesquelles, présidées par M. Gillespie, avocat hautement estimé à New-York, assisté de l'Archevêque de Baltimore et de deux autres prélats, ont eu un très grand retentissement.

Les conférences de St-Vincent de Paul, aujourd'hui l'élément le plus agissant dans la vie de l'Église catholique aux États-Unis, y ont fait leur apparition vers 1875. Après de très humbles débuts, leur extension, suivant du reste celle du catholicisme en général, s'est surtout développée à partir de 1915, époque à laquelle fut créé à New-York le Conseil supérieur des Conférences de St-Vincent de Paul américaines.

En 1922, les conférences comptaient plus de 19.000 membres actifs, le total des recettes se montait à 1.215.080 dollars, celui des dépenses à 1.177.773 dollars. Voici les principales formes pratiques que prend leur activité : Visites dans les hôpitaux. Maisons d'été pour enfants (correspondant aux colonies de vacances). Maisons pour convalescents. Clubs pour jeunes gens (ici leurs ressources ne leur ont pas permis de créer des œuvres spéciales, mais leurs membres apportent volontiers leur collaboration à celles qui existent déjà, où sont dirigés les enfants des familles visitées par les conférences). Bureaux de placement. Œuvre de relèvement et de réformation (on sait que la Société a toujours manifesté un intérêt particulier pour le relèvement des délinquants).

Aux États-Unis, comme en France, comme ailleurs, c'est vers la jeunesse qu'est dirigé le principal effort de protection ou de relèvement, afin de préparer l'avenir de la génération sortie des bouleversements de la guerre.

L'assemblée des Conférences de la Société de St-Vincent de Paul, s'est terminée par l'adoption d'un vœu en faveur de la béatification de Frédéric Ozanam, qui fut, on le sait, le fondateur de la Société (1833). Une séance spéciale fut consacrée à cette béatification ; l'orateur était M. James Fitzgerald, professeur d'économie politique à l'Université de Détroit. L'évocation du souvenir d'Ozanam permet de conclure que, pour la juste appréciation des résultats du congrès, il convient aussi de réserver sa part de mérite à l'influence française.



GRÈCE

La fin d'une dynastie

D'après un article de H. Charles Woods : La disparition d'une dynastie, dans THE NATIONAL REVIEW de juin 1924.

La déposition de la dynastie danoise en Grèce et la proclamation de la république hellène tiennent à des causes et des événements embrassant plusieurs dizaines d'années. Il nous faut pour les passer en revue remonter jusqu'aux dernières années du dix-neuvième siècle.

En 1897, le prestige militaire hellène était très sérieusement atteint par la guerre gréco-turque. L'incapacité du gouvernement d'Athènes à assurer à la Grèce la possession de la Crète ne contribuait pas à relever ce prestige. L'incurie des membres de la famille royale à l'égard des fonctions qu'ils occupaient dans l'armée, finit par provoquer une espèce de révolution « pacifique » qui éclata en 1909. A la suite de cette révolution, une « ligue militaire » contrôla d'une façon absolue la politique du pays jusqu'au printemps de 1910. Vers la même époque, M. Vénizélos arrivait de Crète en Grèce ; il ne tardait pas à y jouer un rôle de tout premier ordre, supplantait la « ligue militaire » par la convocation d'une Assemblée Nationale et formait son premier ministère en octobre 1910.

Il resta au pouvoir jusqu'en 1915. Durant ces quatre ou cinq années la constitution fut révisée, l'armée et l'administration réorganisées, le prince héritier, que la « Ligue militaire », avait écarté de l'armée, en redevint l'inspecteur général, une alliance ou entente fut conclue avec les autres États balkaniques, et deux guerres heureuses furent menées : contre la Turquie d'abord, la Bulgarie ensuite. Mais en mars 1913, le

roi George est assassiné à Salonique, récemment conquise par les armées helléniques, et avec l'avènement de son fils Constantin commença de fait la grande lutte qui vient d'aboutir à la proclamation de la république.

Constantin XIII détestait Vénizélos. Le « grand crétois », dès qu'il eut la guerre mondiale eut éclaté, insista en faveur d'une intervention grecque aux côtes de l'Entente ; le roi le força à démissionner deux fois (en mars 1915 d'abord, puis en Octobre de la même année au moment de l'agression bulgare contre la Serbie). En fin de compte, M. Vénizélos revint en maître à Athènes après le départ forcé du roi Constantin, sous la protection des baïonnettes alliées (juin 1917).

A cette date commence une phase historique nouvelle, laquelle s'étend jusqu'à novembre 1920. M. Vénizélos réussit provisoirement à rétablir la situation de la Grèce à l'extérieur ; mais son propre prestige à l'intérieur était quand même sérieusement entamé. Le traité de Sévres fut naturellement bien accueilli à Athènes, mais ce n'est pas à M. Vénizélos qu'on en fut reconnaissant, et sa popularité continua à décliner. Ce déclin avait commencé avec son retour de Salonique. Aussi, lorsque, avec la mort du roi Alexandre (25 octobre 1920), le dilemme : Constantin ou Vénizélos, se fut posé de nouveau, le plébiscite de novembre 1920 donna-t-il une majorité écrasante en faveur du retour du Roi.

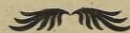
Ce dernier serait très probablement resté sur le trône jusqu'à fin de ses jours, si depuis mai 1919, les armées grecques ne s'étaient aventurées en Asie Mineure. Constantin dut poursuivre cette politique. Cependant, depuis le départ de M. Vénizélos, l'attitude de l'Entente à l'égard de la Grèce n'était plus la même. D'autre part, une campagne de grande envergure en Asie Mineure présentait de difficultés presque insurmontables. Les divers gouvernements grecs qui se succédèrent de Décembre 1920 à Septembre 1922 ne surent pas utiliser les occasions qui, à plusieurs reprises, se présentèrent pour sortir d'une situation de jour en jour plus difficile. Une autre fois c'était la Chambre grecque qui faisait montre d'une intrépidité très malencontreuse. Enfin, le projet d'occuper Constantinople fut un beau jour conçu, et d'importants contingents de troupes transportés d'Asie Mineure en Thrace. Ce transfert contribua pour une large part, avec d'autres causes, à la débâcle grecque. Mais ce désastre avait des causes plus profondes : depuis bien des années, la guerre ou les luttes intérieures avaient terriblement miné les forces vives de la Grèce.

Dans ce pays plus encore qu'ailleurs, peut-être, les hommes en vogue sont idolâtres ou honnis moins à cause de leurs mérites ou démérites personnels qu'à la suite de leurs succès ou de leurs échecs. Nul plus que Constantin XIII, qui dut abdiquer une seconde fois, cette fois définitivement, ne l'a éprouvé à ses dépens.

Le départ du roi ne rendit pas la situation grecque meilleure ; la perte de la Thrace Orientale fut au moins aussi pénible pour ce pays que celle de Smyrne et de son *hinterland*. Lausanne scella définitivement le désastre hellène.

Les tout derniers événements sont encore trop présents à toutes les mémoires pour qu'il soit nécessaire de les rappeler. Revenu le 4 janvier M. Vénizélos est reparti de Grèce le 10 mars, suivant quelques mois le départ « en congé » du roi George II. La République a été proclamée le 25 Mars. L'auteur ne pense pas que le peuple grec se rende nettement compte de ce que cette forme de gouvernement représente ou qu'il soit véritablement devenu en majorité républicain.

Il en a assez de la dynastie, voilà l'explication la plus vraisemblable de ce changement de régime.



La revue catholique des idées et des faits

81, rue de l'Abbaye, Bruxelles

Un an 25 francs ; six mois 15 francs

Numéros spécimen sur demande

Etablissements Fr. CRUTERICK, rue Vital Decoster, 60, Louvain.



EAU DE COLOGNE
IMPERIALE
Rafraichit comme une source
aux parfums de fleurs
 PARFUMERIE - BOLDOOT - BRUXELLES

CHAUSSURES
 GRAND CHOIX — GARANTIES SUR FACTURE
 Meilleures marques d'Iseghem
 ◆◆◆◆◆
MAISON H. BOURDOUX
 68, rue du Brabant, 68
BRUXELLES-NORD

LA PARTIE DE TENNIS CHEZ VOUS ?
“TAB-TEN”
 VÉRITABLE JEU DE TENNIS EN MINIATURE
 POUR LES FAMILLES, ÉCOLES,
 INSTITUTIONS, CLUBS, ETC.
 S'INSTALLE EN PLEIN AIR OU A L'INTÉRIEUR
 JEU COMPLET FRS 450
 AVEC ACCESSOIRES
 PROSPECTUS & RENSEIGNEMENTS CHEZ :
W. H. SMITH & SON
 ENGLISH BOOKSHOP
 78, MARCHÉ-AUX-HERBES, BRUXELLES
 TÉL. : 262.83

MARCHAND TAILLEUR — COSTUMES
 DE SOIRÉES
 MAISON — ET DE CÉRÉMONIES
L. DUPAIX
 50, rue du Marais, Bruxelles

ORFÈVRERIE
CHRISTOFLE
 SUCCURSALE DE BRUXELLES
 58, rue des Colonies
 TÉLÉPHONE 177.87

||

ORFÈVRERIE ARGENTÉE ET
 DORÉE — ORFÈVRERIE D'AR-
 GENT — SERVICES DE TABLE
 — SERVICES A THÉ —
 — SURTOUT CANDÉLABRES —
 CADEAUX ET CORBELLES
 DE MARIAGE
 — COUPES DE SPORTS —

||

Maison du Lynx

rue de la **BOURSE, 34 BRUXELLES**



Lunetterie — Optique — Jumelles
 Baromètres — Faces à main
 Articles de Luxe et ordinaires

Exécution soignée des ordonnances
 de Messieurs les Médecins-Oculistes

MEMORIAL JUBILAIRE

DE

Son Éminence le Cardinal MERCIER

ARCHEVÊQUE DE MALINES et PRIMAT DE BELGIQUE

1874-1924

Publié sous la direction du Baron Eugène de Waha de Baillonville, avec la collaboration de la "Revue catholique des idées et des faits", la direction artistique de M^r A. J. J. Delen, conservateur-adjoint du Musée Plantin-Moretus, professeur d'histoire de l'art à l'Académie des Beaux-Arts d'Anvers

SOMMAIRE

1. — Biographie du Cardinal
(Illustrée de nombreux portraits hors texte de Son Éminence aux différentes époques de sa vie).
2. — Son Eminence dans l'intimité
(Illustré de vues superbes et inédites du palais archiépiscopal).
3. — Le Cardinal et la grande guerre
(Illustrations caractéristiques de cette tragique période).
4. — La Belgique ecclésiastique sous l'autorité de Son Eminence ;
 - a) Les Evêques et les Evêchés ;
 - b) Les Cathédrales *(vues extérieures et intérieures)*.
 - c) Reproduction hors texte des œuvres capitales de l'art religieux national faisant partie de notre patrimoine artistique.
5. — Notice biographique des Papes sous lesquels Son Eminence a exercé son mandat sacerdotal (Portraits) Le Vatican. — Reproduction d'art des vues historiques Les jardins, la Chapelle Sixtine, la Bibliothèque, et
6. — Hommage à Son Eminence
Lettres autographes des plus hautes personnalités mondiales avec portraits des auteurs, et reproduction de plus remarquables articles publiés à l'occasion du jubilé
7. — Le jubilé — Compte rendu.
(Illustration des principales phases du jubilé).
Hors texte. — Le portrait en couleurs de Son Eminence
(Textes par d'éminentes personnalités ecclésiastiques, politiques et littéraires).

Description des éditions du Mémorial Jubilaire

ÉDITION DE LUXE

Le MÉMORIAL JUBILAIRE de S. É. le Cardinal Mercier formera un grand volume d'art in-quarto (26 1/2 × 32 cm.) sur papier anglais « Featherweight » pour le texte, sur couché mat crème pour l'illustration.

L'ouvrage constituera un ensemble d'environ deux cents pages, avec de nombreuses et magnifiques planches hors texte ayant trait à la vie et l'œuvre de S. É. le Cardinal Mercier, aux églises de Belgique et à leurs trésors d'art, au Vatican, etc. et sera imprimé en deux couleurs.

L'ouvrage sera broché ou relié au choix du souscripteur : broché en carton de Hollande (Van Gelder à la main) ou relié pleine reliure simili maroquin, feuilles de garde spéciales, impression au balancier à froid et en or, portant l'écu du Cardinal.

Prix : frs. 95.— par exemplaire broché et frs. 125.— l'exemplaire relié.

ÉDITION DE GRAND LUXE

Il sera tiré du Mémorial un nombre restreint d'exemplaires numérotés sur papier de Hollande Van Gelder, filigrané et à la main, et sur carton couché de grand luxe. Reliure d'amateur chagrin et toile, fers spéciaux.

Prix de l'exemplaire : 300.— frs.

ÉDITION NOMINATIVE

Edition sur papier du Japon des Manufactures Impériales (texte et planches), reliure d'art à la main en plein maroquin Levant et impression en mosaïque.

Édition dont chaque exemplaire sera tiré spécialement pour chaque souscripteur et qui portera son nom en préface et isolément.

Prix de l'exemplaire : 750.— frs.

Comme le nombre d'exemplaires du MÉMORIAL sera strictement limité à celui des souscripteurs, prière d'envoyer les souscriptions sans retard à la REVUE CATHOLIQUE DES IDÉES ET DES FAITS, 81, rue de l'Abbaye, Bruxelles

Caisse générale de Reports et de Dépôts

SOCIÉTÉ ANONYME

SIÈGE SOCIAL :

BRUXELLES, 11, RUE DES COLONIES, 11

Capital : 20.000.000

Réserves : 22.000.000

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE :

Comptes de Chèques et de Quinzaine.

Dépôts de Titres et de Valeurs.

Lettres de Crédit.

Prêts sur Titres.

Coffres-Forts.

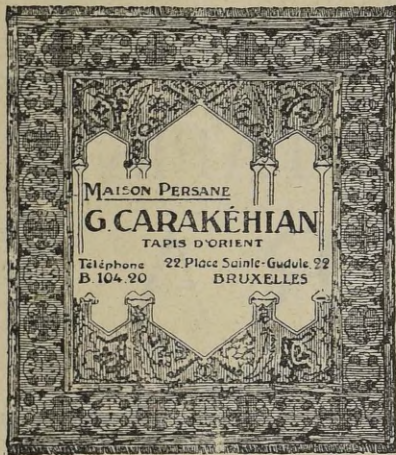
BUREAUX DE QUARTIER :

Bureau A : Place Bara, 14, Cureghem

Bureau B : Parvis Saint-Gilles, 33, Saint-Gilles

Bureau C : Place Saintelette, 26, Molenbeek

Bureau D : Rue de Tongres, 60-62.



Action catholique

79, Chaussée de Haecht, 79, Bruxelles

Se recommande spécialement pour l'édition de tout ouvrage Religieux, Philosophique, Scientifique, etc.



N. B. — Le nouveau numéro du Téléphone est : 122,51

Etablissement Mauquoy & Fils

Graveurs — Medailleurs — Photgraveurs — Timbreurs

7, Marché St-Jacques, ANVERS

MAISON FONDÉE EN 1875

Tél. 6242

A la Grande Fabrique

E. Esders

26, rue de la Vierge Noire. 26

Bruxelles

Maison fondée en 1877

Téléphone 3003

Diplôme d'honneur à l'Exposition de Bruxelles en 1910

Vêtements pour hommes, dames et enfants

Livrées et uniformes. Vêtements de sports et voyages
Lingerie. Bonnetterie. Chapellerie. Ganterie. Chaussures
Cannes. Parapluies. Fourrures. Modes.



CHOCOLAT

DU C ANVERS
LA GRANDE
MARQUE BELGE



La marque qui se trouve sur tous
nos Gramophones et Disques
C'est le symbole de la suprématie
Demandez nos Catalogues
et l'adresse du revendeur le plus proche

C^{ie} française du Gramophone
BRUXELLES
171, Boul. Maurice Lemonnier
65, rue de l'Écuyer
42, Place de Meir. — Anvers

Polit et préserve
vos
Meubles
Linoleums
Parquets
Carrosseries
d'Automobiles

Poliflor
ANTISEPTIC and PRESERVING
FLOOR, LINO, FURNITURE
WAX
MADE IN THE U.S.A.
MADE IN FRANCE
MADE IN ITALY

Fabriqu^e par THE NUGGET Polish C^o

VAN CAMPENHOUT Frères et Sœur

MAISON FONDÉE EN 1873

-: **François VAN NES** Successeur -:
13, RUE DE LA COLLINE, BRUXELLES Tél. : 227.64

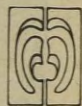
TYPOGRAPHIE — LITHOGRAPHIE — PAPETERIE — MAROQUINERIE
FABRIQUE DE REGISTRES — COPIE-LETTRES
CHAPELETS — ARTICLES DE BUREAU — LIVRES DE PRIÈRES

Usine électrique : 36, RUE VANDERSTRAETEN

LA MAISON DU TAPIS



BENEZRA



Rue de l'Écuyer. 41-43, BRUXELLES

TÉLÉPHONE 271.15



TAPIS D'ORIENT, anciens et modernes. MOQUETTES UNIES tous les tons.
TAPIS D'ESCALIERS et D'APPARTEMENTS (divers dessins et toutes largeurs).
CARPETTES DES FLANDRES et autres (imitation parfaite de l'Orient).
: : : : TAPIS D'AVIGNON unis et à dessins. : : : :

Les prix défont à qualité égale toute concurrence

ATELIER SPÉCIAL POUR LA RÉPARATION DES TAPIS